

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 27 juin 2024, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 27 juni 2024, om 18:30.

Uccle, le 19 juin 2024  
Ukkel, 19 juni 2024

**CONSEIL COMMUNAL DU 27 JUIN 2024  
GEMEENTERAAD VAN 27 JUNI 2024**

NOTES EXPLICATIVES  
TOELICHTINGSNOTA

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat central - Centraal secretariaat**

**1 Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 28 mars 2024.**

---

**Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 28 maart 2024.**

---

**DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE**

**Voirie - Wegen**

**2 Réfection de voiries en pavés - Exercice 2024.- Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 1.050.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire de 2024 pour la réfection de voiries en pavés;

Attendu qu'il est proposé de rénover le pavage en pierres naturelles de deux voiries à savoir:

- rue du Château d'Eau entre le Dieweg et la chaussée de Saint-Job;
- rue Keyenbempt;

Attendu que ces voiries sont classées par Arrêté du Gouvernement de la Région de BruxellesCapitale; Attendu que la rue du Château d'Eau est classée comme site en raison de son intérêt historique et scientifique par Arrêté du 27 mars 2003 et qu'une partie de la rue Keyenbempt est classée comme site en raison de son intérêt historique et scientifique par Arrêté du 19 avril 1977;

Attendu qu'un permis d'urbanisme de minime importance devra être obtenu préalablement;  
Attendu que ces travaux seront subsidiés à hauteur de 80% de la dépense par les Monuments et Sites;  
Attendu que le dossier est divisé en 2 lots :  
- Lot 1 : rue du Château d'Eau entre Dieweg et la chaussée de Saint-Job;  
- Lot 2 : rue Keyenbempt;  
Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 195.240,00€, hors TVA pour le lot 1, soit 271.676,46€ révision et TVA incluse, à 532.896,25€, hors TVA pour le lot 2, soit 709.284,91€ révision et TVA incluse et que ces dépenses seront engagées à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2024;  
Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure ouverte,  
Vu l'article 234 de la Nouvelle loi communale, Décide:  
D'approuver l'estimation d'un montant de 271.676,46€ TVA comprise pour le lot 1, de 709.284,91€ TVA comprise pour le lot 2;  
D'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;  
D'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 4 pour l'ensemble des lots ou classe 2 pour le lot 1 ou classe 3 pour le lot 2; D'approuver l'avis de marché.  
D'approuver la demande de permis d'urbanisme; D'approuver la demande de subsides.

---

### **Herstellen van wegen in keien - Dienstjaar 2024.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de plaatsing van de procedure.**

De raad,  
Aangezien er een bedrag van € 1.050.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024 voor de herstelling van wegen in straatstenen;  
Aangezien voorgesteld wordt de bestrating in natuursteen van twee wegen te renoveren, meer bepaald:  
- Waterkasteelstraat tussen de Dieweg en de Sint-Jobsesteenweg;  
- Keyenbemptstraat;  
Aangezien deze wegen beschermd zijn bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;  
Aangezien de Waterkasteelstraat als landschap beschermd is wegens haar historisch en wetenschappelijk belang bij besluit van 27 maart 2003 en de Keyenbemptstraat als landschap beschermd is wegens haar historisch en wetenschappelijk belang bij besluit van 19 april 1977;  
Aangezien er vooraf een stedenbouwkundige vergunning van geringe omvang verkregen moet worden;  
Aangezien deze werken ten belope van 80 % van de uitgave gesubsidieerd worden door Monumenten en Landschappen;  
Aangezien het dossier opgesplitst is in 2 percelen:  
- Perceel 1: Waterkasteelstraat tussen de Dieweg en de Sint-Jobsesteenweg;  
- Perceel 2: Keyenbemptstraat;  
Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 195.240,00 excl. btw beloopt voor perceel 1, hetzij € 271.676,46 inclusief herziening en btw, en € 532.896,25 excl.

btw voor perceel 2, hetzij € 709.284,91 inclusief herziening en btw, en deze uitgaven vastgelegd worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024; Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de openbare procedure zal zijn; Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

De raming van een bedrag van € 271.676,46 inclusief btw voor perceel 1 en € 709.284,91 inclusief btw voor perceel 2 goed te keuren;

Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;

De plaatsingsprocedure van de opdracht, die de openbare procedure zal zijn, goed te keuren en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 4 voor alle percelen of klasse 2 voor perceel 1 of klasse 3 voor perceel 2;

De aankondiging van de opdracht goed te keuren;

De aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning goed te keuren;

De subsidieaanvraag goed te keuren.

---

### 3 Réfection des trottoirs - Exercice 2024.- Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché et de la demande de subsides.

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 1.000.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire de 2024 pour la réfection de trottoirs;

Attendu que Collège propose la réfection des trottoirs de l'avenue du Manoir, de la rue de Gatti de Gamond entre la rue de Stalle et la rue Victor Allard et de la rue des Moutons ; Attendu que le dossier est divisé en 2 lots :

- Lot 1 : avenue du Manoir;

- Lot 2 : rue Gatti de Gamond et rue des Moutons;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 322.766,00€, hors TVA pour le lot 1, soit 449.128,89 € révision et TVA incluse et à 466.189 €, hors TVA pour le lot 2, soit 620.497,56 € révision et TVA incluse et que ces dépenses seront engagées à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2024;

Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;

Attendu que les travaux du lot 1, avenue du Manoir, font partie du projet n° 02 du programme triennal d'investissement 2022-2023-2024 et que le taux des subsides demandés est de 70 %, limité au solde de la dotation, soit 96.754,00€ ;

Attendu que conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2018 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides notre administration doit fournir une copie des autorisations régionales requises préalablement à l'exécution des travaux (permis d'urbanisme ou dispenses de permis), ainsi qu'un programme d'entretien pour les 5 années qui suivent la réception définitive des travaux repris ci-dessus;

Attendu que le plan quinquennal d'entretien des trottoirs s'établit comme suit :

1ère année : 1.000,00 € TVAC;

2ème année : 1.250,00 € TVAC;

3ème année : 1.500,00 € TVAC;

4ème année : 2.000,00 € TVAC;

5ème année : 2.500,00 € TVAC;

Attendu que les dépenses seront engagées à l'article 421/124-06/82 du budget ordinaire relatif à l'entretien des trottoirs qui est inscrit chaque année;

Attendu que l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides mentionne également que le Conseil communal doit s'engager sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'autorité subsidiante et certifier que le projet n'a pas bénéficié de subsides dans les vingt années qui précèdent;

Vu l'article 234 de la Nouvelle loi communale, Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 449.128,89 € TVA comprise pour le lot 1 et de 620.497,56 € TVA comprise pour le lot 2;
2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 4 pour l'ensemble des lots ou classe 3 pour le lot 1 ou le lot 2 uniquement;
4. d'approuver l'avis de marché; Pour le Lot 1:
5. de solliciter des subsides auprès de la Région de Bruxelles-Capitale (70%) ;
6. de confirmer qu'en vertu de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 12 juin 2003 – chapitre II, article 3, § 1, une demande de dispense de permis d'urbanisme sera introduite;
7. d'approuver le présent plan quinquennal d'entretien des trottoirs, qui seront rénovés avec l'aide des subsides de la Région bruxelloise;
8. de prévoir les crédits nécessaires aux budgets ultérieurs relatifs à l'entretien des trottoirs;
9. de s'engager sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir au préalable l'autorité subsidiante ;
10. de certifier que la commune n'a pas bénéficié de subsides pour ce projet dans les vingt années qui précèdent la demande de subsides.

---

### **Herstelling van trottoirs - Dienstjaar 2024.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de plaatsing van de procedure en de aanvraag van subsidies.**

De raad,

Aangezien er een bedrag van € 1.000.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024 voor de herstelling van trottoirs;

Aangezien het college voorstelt de trottoirs in de Riddershofstedelaan, de Gatti de Gamondstraat tussen de Stallestraat en de Victor Allardstraat en de Schapenstraat te herstellen; Aangezien het dossier opgesplitst is in 2 percelen: - Perceel 1:

Riddershofstedelaan;

- Perceel 2: Gatti de Gamondstraat en Schapenstraat;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 322.766,00 excl. btw belooft voor perceel 1, hetzij € 449.128,89 inclusief herziening en btw, en € 466.189,00 excl. btw voor perceel 2, hetzij € 620.497,56 inclusief herziening en btw, en deze uitgaven vastgelegd worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;

Aangezien de werken van perceel 1, Riddershofstedelaan, deel uitmaken van project 2 van het driejarig investeringsprogramma 2022-2023-2024 en het aandeel van de gevraagde subsidies 70 % belooft, beperkt tot het saldo van de toelage, hetzij € 96.754,00;

Aangezien ons bestuur overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2018 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor de aanvragen om

subsidie een kopie van de vereiste gewestelijke toelatingen moet bezorgen voor de uitvoering van de werken (stedenbouwkundige vergunning of vrijstellingen van vergunning), alsook een onderhoudsprogramma voor de 5 jaar na de definitieve oplevering van de bovenstaande werken; Aangezien het vijfjarig onderhoudsplan van de trottoirs als volgt opgesteld is:

1e jaar: € 1.000,00 incl. btw;

2e jaar: € 1.250,00 incl. btw;

3e jaar: € 1.500,00 incl. btw;

4e jaar: € 2.000,00 incl. btw;

5e jaar: € 2.500,00 incl. btw;

Aangezien de uitgaven vastgelegd worden op artikel 421/124-06/82 van de gewone begroting met betrekking tot het onderhoud van de trottoirs, dat jaarlijks ingeschreven wordt;

Aangezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor de aanvragen om subsidie ook vermeldt dat de gemeenteraad zich er op erewoord moet toe verbinden het goed niet te vervreemden of de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een periode van twintig jaar vanaf de toekenning van de subsidie zonder de subsidiërende overheid er vooraf van op de hoogte te brengen en moet waarborgen dat het project geen subsidies gekregen heeft in de twintig jaar ervoor; Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet; Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 449.128,99 inclusief btw voor perceel 1 en € 620.497,56 inclusief btw voor perceel 2 goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht, die de openbare procedure zal zijn, goed te keuren en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 4 voor alle percelen of klasse 3 enkel voor perceel 1 of perceel 2;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren; Voor perceel 1:
5. Subsidies aan te vragen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (70 %);
6. Te bevestigen dat er krachtens het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juni 2003 - hoofdstuk II, artikel 3 §1 een aanvraag tot vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning ingediend wordt;
7. Het onderhavige vijfjarig onderhoudsplan van de trottoirs goed te keuren, die gerenoveerd worden met behulp van de subsidies van het Brussels gewest;
8. De nodige kredieten te voorzien op de latere budgetten voor het onderhoud van de trottoirs;
9. Zich er op erewoord toe te verbinden het goed niet te vervreemden of de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een periode van twintig jaar vanaf de toekenning van de subsidie zonder de subsidiërende overheid er vooraf van op de hoogte te brengen;
10. Te waarborgen dat de gemeente geen subsidies voor dit project gekregen heeft in de twintig jaar voor de subsidieaanvraag. De raad,

Aangezien er een bedrag van € 1.000.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024 voor de herstelling van trottoirs;

Aangezien het college voorstelt de trottoirs in de Riddershofstedelaan, de Gatti de Gamondstraat tussen de Stallestraat en de Victor Allardstraat en de Schapenstraat te herstellen; Aangezien het dossier opgesplitst is in 2 percelen: - Perceel 1: Riddershofstedelaan;

- Perceel 2: Gatti de Gamondstraat en Schapenstraat;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 322.766,00 excl. btw belooft voor perceel 1, hetzij € 449.128,89 inclusief herziening en btw, en € 466.189,00 excl. btw voor perceel 2, hetzij € 620.497,56 inclusief herziening en btw, en deze uitgaven vastgelegd worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;

Aangezien de werken van perceel 1, Riddershofstedelaan, deel uitmaken van project 2 van het driejarig investeringsprogramma 2022-2023-2024 en het aandeel van de gevraagde subsidies 70 % belooft, beperkt tot het saldo van de toelage, hetzij € 96.754,00;

Aangezien ons bestuur overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2018 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor de aanvragen om

subsidie een kopie van de vereiste gewestelijke toelatingen moet bezorgen voor de uitvoering van de werken (stedenbouwkundige vergunning of vrijstellingen van vergunning), alsook een onderhoudsprogramma voor de 5 jaar na de definitieve oplevering van de bovenstaande werken; Aangezien het vijfjarig onderhoudsplan van de trottoirs als volgt opgesteld is:

1e jaar: € 1.000,00 incl. btw;

2e jaar: € 1.250,00 incl. btw;

3e jaar: € 1.500,00 incl. btw;

4e jaar: € 2.000,00 incl. btw;

5e jaar: € 2.500,00 incl. btw;

Aangezien de uitgaven vastgelegd worden op artikel 421/124-06/82 van de gewone begroting met betrekking tot het onderhoud van de trottoirs, dat jaarlijks ingeschreven wordt;

Aangezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor de aanvragen om subsidie ook vermeldt dat de gemeenteraad zich er op erewoord moet toe verbinden het goed niet te vervreemden of de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een periode van twintig jaar vanaf de toekenning van de subsidie zonder de subsidiërende overheid er vooraf van op de hoogte te brengen en moet waarborgen dat het project geen subsidies gekregen heeft in de twintig jaar ervoor; Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet; Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 449.128,99 inclusief btw voor perceel 1 en € 620.497,56 inclusief btw voor perceel 2 goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht, die de openbare procedure zal zijn, goed te keuren en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 4 voor alle percelen of klasse 3 enkel voor perceel 1 of perceel 2;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren; Voor perceel 1:
5. Subsidies aan te vragen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (70 %);
6. Te bevestigen dat er krachtens het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juni 2003 - hoofdstuk II, artikel 3 §1 een aanvraag tot vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning ingediend wordt;
7. Het onderhavige vijfjarig onderhoudsplan van de trottoirs goed te keuren, die gerenoveerd worden met behulp van de subsidies van het Brussels gewest;
8. De nodige kredieten te voorzien op de latere budgetten voor het onderhoud van de trottoirs;
9. Zich er op erewoord toe te verbinden het goed niet te vervreemden of de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een periode van twintig jaar vanaf de toekenning van de subsidie zonder de subsidiërende overheid er vooraf van op de hoogte te brengen;
10. Te waarborgen dat de gemeente geen subsidies voor dit project gekregen heeft in de twintig jaar voor de subsidieaanvraag.

---

#### 4 **Réfection de voiries sur itinéraires de lignes de transports en commun - Exercice 2024.Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 10.360.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire de 2024 pour l'amélioration des voiries;

Attendu qu'il est proposé de rénover des tronçons de voiries situées sur des itinéraires de lignes de transports en commun à savoir:

- ligne 60:

Chaussée de Saint-Job entre la rue du Repos et le clos Monique Rifflet;

- Lignes 48 et 74: rue Victor Allard entre la gare de Stalle et la rue du Merlo;

avenue Docteur Decroly entre la rue Gatti de Gamond et l'avenue de l'Aulne;

avenue de l'Aulne entre l'avenue Vossegat et la rue Victor Allard; - Ligne 37:

avenue Coghen entre la rue Vanderkindere et la rue des Carmélites;

Attendu que les structures de ces voiries ne sont pas conçues pour supporter un charroi lourd et que le passage régulier des bus dégrade fortement les chaussées;

Attendu que les travaux comprendront principalement la réfection du revêtement des chaussées y compris fondations;

Attendu que les travaux à la chaussée de Saint-Job comprendront également la réfection des trottoirs et des carrefours avec la rue Hellevelt et la rue du Château d'Eau;

Attendu que les travaux à la rue Victor Allard comprendront également la réfection des trottoirs;

Attendu que les travaux à l'avenue Coghen comprendront également le réaménagement des carrefours avec la rue des Carmélites, la rue des Cottages et avec l'avenue de Floréal; Attendu que le dossier est divisé en 3 lots :

- Lot 1 : les artères sur la ligne 60;

- Lot 2 : une artère sur la ligne 37

- Lot 3: les artères sur les lignes 48 et 74;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 678.180,00€, hors TVA pour le lot 1, soit 902.657,58€ révision et TVA incluse, à 438.190,00€, hors TVA pour le lot 2, soit 583.230,89€ révision et TVA incluse et à 804.697,00€, hors TVA pour le lot 3, soit 1.071.051,71€ révision et TVA incluse et que ces dépenses seront engagées à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2024;

Attendu que les travaux de réaménagement des carrefours de l'avenue Coghen sont entièrement subsidiés par Bruxelles Mobilité soit 252.570,56 € TVA comprise;

Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure ouverte,

Vu l'article 234 de la Nouvelle loi communale, Décide:

D'approuver l'estimation d'un montant de 902.657,58€ TVA comprise pour le lot 1, de 583.230,89€

TVA comprise pour le lot 2 et de 1.071.051,71€ TVA comprise pour le lot 3;

D'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;

D'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 5 pour l'ensemble des lots ou classe 4 pour le lot 1 ou classe 3 pour le lot 2 ou classe 4 pour le lot 3; D'approuver l'avis de marché.

---

## **Herstellen van wegen op trajecten van openbaarvervoer lijnen - Dienstjaar 2024.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de plaatsing van de procedure.**

De raad,

Aangezien er een bedrag van € 10.360.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024 voor de verbetering van de wegen;

Aangezien voorgesteld wordt wegdelen op de route van openbaarvervoerlijnen te renoveren, meer bepaald:

- Lijn 60:

Sint-Jobsesteenweg tussen de Ruststraat en de Monique

Riffletgaarde; - Lijn 48 en 74:

Victor Allardstraat tussen station Ukkel-Stalle en de Merlostraat;

Dokter Decrolylaan tussen de Gatti de Gamondstraat en de Elzeboomlaan;  
Elzeboomlaan tussen de Vossegatlaan en de Victor Allardstraat; - Lijn 37;  
Coghenlaan tussen de Vanderkinderestraat en de Karmelietenstraat;  
Aangezien de structuur van deze wegen niet ontworpen is om zware voertuigen te dragen en de regelmatige doorgang van de bussen de rijbaan sterk beschadigt;  
Aangezien de werken voornamelijk de herstelling van de bekleding van de rijbaan inclusief funderingen omvatten;  
Aangezien de werken in de Sint-Jobsesteenweg ook de herstelling van de trottoirs en van de kruispunten met de Helleveltlaan en de Waterkasteelstraat omvatten;  
Aangezien de werken in de Victor Allardstraat ook de herstelling van de trottoirs omvatten;  
Aangezien de werken in de Coghenlaan ook de heraanleg van de kruispunten met de Karmelietenstraat, de Landhuisjesstraat en de Floréallaan omvatten; Aangezien het dossier opgesplitst is in 3 percelen:  
- Perceel 1: de straten op lijn 60;  
- Perceel 2: een straat op lijn 37;  
- Perceel 3: de straten op lijn 48 en 74;  
Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 678.180,00 excl. btw belooft voor perceel 1, hetzij € 902.657,58 inclusief herziening en btw, € 438.190,00 excl. btw voor perceel 2, hetzij € 583.230,89 inclusief herziening en btw, en € 804.697,00 excl. btw voor perceel 3, hetzij € 1.071.051,71 inclusief herziening en btw, en deze uitgaven vastgelegd zullen worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2024;  
Aangezien de heraanlegwerken van de kruispunten in de Coghenlaan volledig gesubsidieerd worden door Brussel Mobiliteit, hetzij € 252.570,56 inclusief btw;  
Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de openbare procedure zal zijn; Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet; Beslist:  
De raming van een bedrag van € 902.657,58 inclusief btw voor perceel 1, € 583.230,89 inclusief btw voor perceel 2 en € 1.071.051,71 inclusief btw voor perceel 3 goed te keuren;  
Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;  
De plaatsingsprocedure van de opdracht, die de openbare procedure zal zijn, goed te keuren en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 5 voor alle percelen of klasse 4 voor perceel 1 of klasse 3 voor perceel 2 of klasse 4 voor perceel 3;  
De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

---

## 5 **Adoption d'une ordonnance de police relative à l'affichage électoral à l'occasion des élections communales du 13 octobre 2024.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, et notamment ses articles 112, 117, 119, 119bis et 135, § 2; Vu la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;

Vu l'arrêté ministériel du 18 avril 2024, publié aux valves communales le XX et entrée en vigueur le même jour ;

Vu l'article 38, §3 du règlement général de police commun aux 19 Communes de la Région de Bruxelles-capitale qui dispose entre autres que les affiches à caractère électoral peuvent être posées aux endroits déterminées par le Collège des Bourgmestres et Echevins selon les conditions que celui-ci détermine;

Considérant que des élections communales se tiendront le 13 octobre 2024;

Considérant que les candidats figurant sur les listes constituées en vue des prochaines élections communales souhaiteront faire de la publicité électorale par voie d'affichage;



Vu la superficie et le nombre de panneaux d'affichage électoral qui seront installés sur le territoire de la Commune d'Uccle;

Vu l'impossibilité matérielle d'afficher en permanence et simultanément sur tous ces panneaux l'intégralité des affiches de tous les candidats, listes ou partis;

Considérant que les communes ont pour mission de garantir aux habitants le maintien de la salubrité, de la tranquillité et de l'ordre publics, notamment dans les rues, lieux et édifices publics;

Considérant que pour assurer cette mission en période électorale, il importe de prendre diverses mesures en vue de réglementer l'affichage sur la voie publique;

Qu'il importe d'éviter l'affichage sauvage qui entraîne, outre les dégradations, une pollution visuelle importante qui peut nuire à la sécurité et à la tranquillité publique;

Considérant qu'il est nécessaire d'empêcher le surcollage, notamment, dans une logique de propreté publique et de développement durable;

Vu les résultats recueillis par les différents partis ou listes lors des dernières élections des membres des assemblées concernées par le scrutin du 13 octobre 2024;

Considérant qu'une répartition équitable des espaces d'affichages peut être faite en tenant compte, du fait que le groupe politique ou le parti est actuellement représenté ou non au sein du Conseil communal ;

Décide d'adopter l'ordonnance de police relative à l'affichage électoral à l'occasion des élections communales du 13 octobre 2024.

## **Ordonnance**

### **Article 1 - Objet.**

La présente ordonnance s'applique durant la période électorale à l'affichage électoral fait sur le territoire de la Commune d'Uccle en vue des élections du 13 octobre 2024 et ce, sans préjudice des dispositions du Règlement Général de Police en vigueur, des dispositions légales et réglementaires supérieures et de l'article 27 du Code de la route relatif aux véhicules publicitaires et aux remorques.

### **Article 2 - Définitions.**

Au sens de la présente ordonnance, il y a lieu d'entendre par :

1. Publicité électorale : toute forme d'expression ayant pour objet la propagande au nom de candidats ou de listes de candidats ou de partis auxdites élections.
2. Affichage électoral : l'apposition sur des supports fixes ou mobiles, de documents ou autres indications, sous quelque forme que ce soit, matérialisant la publicité électorale.
3. Période électorale : période commençant le premier jour du troisième mois précédant celui des élections et se terminant le lendemain du jour des élections.

### **Article 3 - Dispositions concernant l'affichage électoral.**

§1. Sans préjudice de l'application des dispositions du Règlement général de police, l'affichage électoral est interdit sur la voie publique sauf, aux conditions reprises dans la présente ordonnance, sur les panneaux électoraux communaux spécialement prévus à cet effet, dont les dimensions, la liste et les emplacements auront été déterminés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

L'affichage électoral est interdit sur les panneaux d'affichage libre, communal ou culturel.

§2. L'affichage sur les panneaux électoraux communaux est effectué par les ouvriers communaux et ce, à partir du 60ème jour précédant le scrutin électoral (soit le 14 août 2024).

Cet affichage aura lieu dans les cinq jours ouvrables suivant le jour de réception des affiches et du plan d'affichage au service communal de la voirie. Le plan d'affichage doit reprendre la disposition et le lieu d'affichage souhaités. A défaut de ce plan, l'affichage n'aura pas lieu.

L'affichage ne pourra en aucun cas être effectué par une personne étrangère au personnel communal, mandatée ou non par les candidats ou représentants d'une quelconque liste.

§3. L'espace d'affichage sur les panneaux électoraux communaux est réparti de la manière suivante :

- 90 % au profit des listes qui comptent au moins 2 élus au sein du Conseil communal concerné par le scrutin du 13 octobre 2024.

- 10 %, en parts égales, au profit des partis politiques qui ne sont pas (actuellement) représentés au sein du Conseil communal.

§4. Les présidents des sections ucloises des partis politiques présentant des candidats au scrutin du 13 octobre 2024 qui veulent que leurs affiches soient apposées sur les panneaux électoraux communaux désignent un représentant dûment mandaté pour déposer lesdites affiches au service de la Voirie ainsi que pour en préciser les modalités d'affichage par le biais du plan visé au §2. Au moment du premier dépôt, ce représentant apporte la preuve de son mandat du ou des partis qui reconnaissent la liste dont il est le mandataire.

Le dépôt se fait à partir du soixante-cinquième jour précédant le scrutin (soit le 9 août 2024).

Celle-ci doit correspondre à l'espace attribué. Les affiches doivent être conformes aux lois et règlements applicables en la matière.

Conformément au principe mentionné au § 2 ces affiches sont apposées sur les panneaux communaux, exclusivement par le personnel communal désigné à cette fin. Un dispositif empêchant le surcollage des affiches est mis en place.

Les représentants des listes peuvent demander un nouvel affichage pour autant que ladite demande soit dûment justifiée. Or détérioration des affiches, toute nouvelle demande d'affichage doit être faite pour le lundi 30 septembre 2024 au plus tard.

Il appartient au représentant de chaque liste d'avertir le Service Voirie de la détérioration éventuelle de ses affiches et de fournir celles qui les remplacent. Il est procédé à un nouvel affichage dans les meilleurs délais en fonction de l'organisation du service.

§5. Ne sera pas affichée, toute affiche dont le contenu est en infraction avec la loi du 30 juillet 1981, telle que modifiée, tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou avec la loi du 23 mars 1995, telle que modifiée, tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

§6. Tout panneau électoral communal destiné à une liste mesure 1,22 mètre de largeur et de 2,44 mètres de hauteur

#### **Article 4 - Sanctions.**

1. Tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni d'une amende administrative de maximum 350 €.

En outre, les documents apposés, en violation des dispositions de la présente ordonnance seront enlevés d'office par le personnel communal habilité ou la police et ce, aux frais, risques et périls des contrevenants et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables

2. Les panneaux électoraux ou dispositifs visés dans la présente ordonnance sont assimilés à du mobilier urbain.

A ce titre, leur destruction ou leur détérioration volontaire notamment par le surcollage d'affiches ou l'ajout d'inscriptions sera sanctionné par les dispositions du Règlement Général de Police s'y rapportant.

### **Article 5 - Publication-Diffusion.**

Outre les mesures d'affichage et de publication sur le site internet de la Commune d'Uccle prévues à l'article 112 de la nouvelle loi communale, un exemplaire de la présente ordonnance sera envoyé à chaque président des sections ucloises des partis politiques présentant des candidats au scrutin du 13 octobre 2024.

### **Article 6 - Entrée en vigueur.**

La présente ordonnance entrera en vigueur le premier jour de sa publication par la voie d'affichage.

---

## **Aanname van een politieverordening betreffende verkiezingsaanplakking ter gelegenheid van de gemeentelijke verkiezingen van 13 oktober 2024.**

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 112, 117, 119, 119bis en 135, § 2; Gelet op de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van politieke partijen;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 april 2024, op XX gepubliceerd op de gemeentelijke aanplakborden en op dezelfde dag in werking getreden;

Gelet op artikel 38, §3 van het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor de 19 gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat onder meer bepaalt dat verkiezingsaffiches mogen worden opgehangen op plaatsen bepaald door het college van burgemeester en schepenen volgens de voorwaarden die het vaststelt;

Overwegende dat de gemeenteraadsverkiezingen plaatsvinden op 13 oktober 2024;

Overwegende dat de kandidaten die voorkomen op de lijsten opgesteld met het oog op de komende gemeenteraadsverkiezingen verkiezingsreclame zullen wensen te voeren door middel van aanplakking;

Gelet op de oppervlakte en het aantal van de verkiezingsaanplakborden die op het grondgebied van de gemeente Ukkel zullen worden geplaatst;

Gelet op de materiële onmogelijkheid om alle affiches van alle kandidaten, lijsten of partijen permanent en gelijktijdig op al deze borden aan te brengen;

Overwegende dat de gemeentes de taak hebben om aan de inwoners de handhaving van de volksgezondheid, de rust en de orde te waarborgen, in het bijzonder in straten, op plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat het, om deze taak tijdens de verkiezingsperiode te vervullen, belangrijk is om verschillende maatregelen te nemen om aanplakking op de openbare weg te reguleren;

Overwegende dat het belangrijk is om wildplakken te vermijden dat, naast het veroorzaken van schade, leidt tot een aanzienlijke visuele vervuiling die de openbare veiligheid en rust kan aantasten;

Overwegende dat het noodzakelijk is overmatige aanplakking te voorkomen, met name in het belang van de openbare reinheid en de duurzame ontwikkeling;

Gezien de resultaten die de verschillende partijen of lijsten hebben behaald bij de laatste verkiezingen voor de leden van de vergaderingen waarop de stemming van 13 oktober 2024 betrekking heeft;

Overwegende dat een eerlijke verdeling van afficheringsruimte kan worden gemaakt, rekening houdend met het feit of de fractie of partij momenteel al dan niet vertegenwoordigd is in de gemeenteraad;

Beslist de politieverordening betreffende verkiezingsaanplakking voor de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 vast te stellen.

## **Verordening**

### **Artikel 1 - Voorwerp**

Deze ordonnantie is van toepassing tijdens de verkiezingsperiode op verkiezingsaanplakking op het grondgebied van de gemeente Ukkel met het oog op de verkiezingen van 13 oktober 2024, onverminderd de bepalingen van het algemeen politiereglement dat van kracht is, de hogere wettelijke en reglementaire bepalingen en artikel 27 van de wegcode met betrekking tot reclamevoertuigen en aanhangwagens.

### **Artikel 2 - Definities**

Voor de toepassing van deze verordening wordt verstaan onder:

1. Verkiezingsreclame: elke uitingsvorm die tot doel heeft propaganda te maken ten behoeve van kandidaten of kandidatenlijsten of partijen bij de vermelde verkiezingen.
2. Verkiezingsaanplakking: het aanbrengen op vaste of verplaatsbare dragers van documenten of andere aanduidingen, in welke vorm dan ook, die verkiezingsreclame belichamen.
  3. Verkiezingsperiode: periode die aanvangt op de eerste dag van de derde maand die voorafgaat aan die van de verkiezingen en eindigt op de dag na de verkiezingsdag.

### **Artikel 3 - Bepalingen betreffende verkiezingsaanplakking.**

§1. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van het algemeen politiereglement is verkiezingsaanplakking verboden op de openbare weg, behalve, onder de voorwaarden bepaald in deze verordening, op de speciaal daartoe voorziene gemeentelijke verkiezingsborden waarvan de afmetingen, de lijst en de plaatsen zijn vastgelegd door het college van burgemeester en schepenen.

Verkiezingsaanplakking is niet toegelaten op vrije, gemeentelijke of culturele aanplakborden.

§2. Het aanplakken op de gemeentelijke verkiezingsaanplakborden gebeurt door gemeentearbeiders vanaf de 60ste dag vóór de verkiezing (ofwel 14 augustus 2024).

Dit aanplakken gebeurt binnen vijf werkdagen na de dag waarop de affiches en het aanplakplan door de gemeentelijke wegendienst werden ontvangen. Het aanplakplan moet de gewenste indeling en locatie laten zien. Bij gebrek aan dit plan zal er geen affichering zijn.

In geen geval mag aanplakking gebeuren door andere personen dan gemeentepersoneel, al dan niet gemachtigd door de kandidaten of vertegenwoordigers van een lijst.

§3. De aanplakruimte op gemeentelijke verkiezingsborden wordt als volgt toegewezen:

- 90 % aan de lijsten met ten minste 2 gekozen leden in de gemeenteraad bij de stemming op 13 oktober 2024.

-10%, in gelijke delen, aan de politieke partijen die (momenteel) niet vertegenwoordigd zijn in debetrokken gemeenteraad bij de stemming op 13 oktober 2024.

§4. De voorzitters van de Ukkelse afdelingen van de politieke partijen die zich kandidaat stellen voor de verkiezingen van 13 oktober 2024 en die hun affiches wensen te laten aanbrengen op de gemeentelijke verkiezingsborden, moeten een gemachtigde aanduiden om deze affiches in te dienen bij de dienst Wegen en om de aanplakmodaliteiten te bepalen via het plan bedoeld in §2. Op het moment van de eerste aanplakking moet deze vertegenwoordiger een bewijs van zijn mandaat voorleggen van de partij(en) die de lijst erkent (erkennen) waarvoor hij de gemachtigde is.

De indiening vindt plaats vanaf de vijftenzestigste dag vóór de stemming (ofwel 9 augustus 2024).

Deze moet overeenkomen met de toegewezen ruimte. De affiches moeten voldoen aan de relevante wet- en regelgeving.

Overeenkomstig het in § 2 vermelde principe worden deze affiches uitsluitend door daartoe aangesteld gemeentepersoneel op de gemeentelijke aanplakborden aangebracht. Er wordt een voorziening aangebracht die voorkomt dat de affiches worden overgeplakt.

De vertegenwoordigers van de lijsten kunnen een nieuwe aanplakking vragen op voorwaarde dat dit verzoek naar behoren wordt gemotiveerd. In geval van slijtage van affiches moeten alle nieuwe aanvragen voor affiches uiterlijk maandag 30 september 2024 worden ingediend.

Het is de verantwoordelijkheid van de vertegenwoordiger van elke lijst om de dienst Wegen op de hoogte te brengen van eventuele schade aan zijn affiches en om voor vervangingsaffiches te zorgen. Een nieuwe aanplakking wordt zo snel mogelijk gemaakt, afhankelijk van de organisatie van de dienst.

§5. Affiches waarvan de inhoud in strijd is met de wet van 30 juli 1981, zoals gewijzigd, tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of met de wet van 23 maart 1995, zoals gewijzigd, tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd, worden niet opgehangen.

§6. Alle gemeentelijke verkiezingsborden voor een lijst zijn 1,22 meter breed en 2,44 meter hoog.

#### **Artikel 4 - Sancties.**

1. Elke inbreuk op de bepalingen van deze verordening wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal € 350.

Bovendien worden documenten die in strijd met de bepalingen van deze verordening zijn aangebracht, ambtshalve verwijderd door bevoegd gemeentepersoneel of de politie, op kosten en risico van de overtreders en, bij gebreke daarvan, op kosten van de verantwoordelijke uitgevers.

2. De in deze verordening bedoelde verkiezingsborden of -inrichtingen worden gelijkgesteld met straatmeubilair.

Als zodanig wordt hun vernieling of opzettelijke beschadiging, in het bijzonder door overplakking van affiches of het aanbrengen van opschriften, bestraft overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van het algemeen politiereglement.

#### **Artikel 5 - Publicatie en verspreiding.**

Naast de aanplakmaatregelen en de publicatie op de website van de gemeente Ukkel voorzien in artikel 112 van de nieuwe gemeentewet, zal een kopie van deze verordening verstuurd worden naar elke voorzitter van de Ukkelse afdelingen van de politieke partijen die zich kandidaat stellen voor de verkiezingen van 13 oktober 2024.

## **Artikel 6 - Inwerkingtreding**

Deze verordening treedt in werking op de eerste dag van haar bekendmaking door aanplakking.

---

## **Mobilité - Mobiliteit**

### **6 Police de la circulation routière - règlement général complémentaire - nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions :

#### **Article 4 : Canalisation de la circulation**

##### **Art.4.3. Traversées**

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.39. Rue des Carmélites, 65;

Art.4.3.1.40. Rue des Carmélites, 88;

Art.4.3.1.41. Rue des Cottages, 58;

Art.4.3.1.42. Rue des Cottages, 102;

Art.4.3.1.43. Rue de Boetendael, 80;

Art.4.3.1.44. Rue des Cottages, 126;

#### **Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)**

##### **Art.5.7. Stationnement payant**

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.24. Rue Beeckman, 83, lundi au vendredi de 7h30 à 16h30 (14m);

Art.5.7.7. Le stationnement est payant sur les emplacements réservés au chargement de véhicules électriques dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » complétés d'un panneau informatif « Forfait 50 euros/4h30 excepté véhicule en charge » avec le symbole d'une voiture entourée d'une prise.

Art.5.7.7.149. Avenue Adolphe Wansart, du côté opposé au n° 27 (12m);

Art.5.7.7.150. Avenue Brunard, 1 (13m);

Art.5.7.7.151. Avenue Chantemerle, 1 (12m);

Art.5.7.7.152. Avenue Circulaire, 108 (12m);

Art.5.7.7.153. Avenue de Fré, 98 (13m);

Art.5.7.7.154. Avenue de Fré, 13 (13m);

Art.5.7.7.155. Avenue de l'Aulne, 74 (13m);

Art.5.7.7.156. Avenue de la Floride, 27 (12m);

Art.5.7.7.157. Avenue de Messidor, 314 (2 emplacements);

Art.5.7.7.158. Avenue des Eglantiers, au carrefour avec la chaussée de Waterloo, côté pair (12m);

Art.5.7.7.159. Avenue des Hospices, 25 (13m);

Art.5.7.7.160. Avenue des Hospices, 61 (12m);

Art.5.7.7.161. Avenue des Ronces, au carrefour avec l'avenue du Feuillage, côté impair (12m);

Art.5.7.7.162. Avenue des Tilleuls, 24 (12m);

Art.5.7.7.163. Avenue Groelstveld, 43 (12m);

Art.5.7.7.164. Avenue Guillaume Herinckx, 80 (12m);

Art.5.7.7.165. Avenue Henri Pirenne, du côté opposé au n° 2 (13m);

Art.5.7.7.166. Avenue Houzeau, du côté opposé au n° 86 (12m);

Art.5.7.7.167. Avenue Jacques Pastur, 41 (12m);

Art.5.7.7.168. Avenue Jacques Pastur, du côté opposé au n° 27 (12m);

Art.5.7.7.169. Avenue Léo Errera, du côté opposé au n° 30 (13m);

Art.5.7.7.170. Avenue Moscicki, 13 (12m);

Art.5.7.7.171. Avenue Ptolémée, 12 (2 emplacements);

Art.5.7.7.172. Avenue Van Bever, 28 (2 emplacements);

Art.5.7.7.173. Avenue Vanderaey, 25 (13m);

Art.5.7.7.174. Avenue Winston Churchill, 234A (13m);

Art.5.7.7.175. Avenue Wolvendael, 125 (12m);

Art.5.7.7.176. Chaussée d'Alseberg, 1114 (12m);

Art.5.7.7.177. Chaussée de Waterloo, 875 (13m);

Art.5.7.7.178. Chaussée de Waterloo, 1021B (13m);

Art.5.7.7.179. Rue de la Mutualité, du côté opposé au n° 94 (12m);

Art.5.7.7.180. Rue de Nieuwenhove, 8 (12m);

Art.5.7.7.181. Rue de Stalle, 26 (13m);

Art.5.7.7.182. Rue des Cottages, 40 (12m);

Art.5.7.7.183. Rue des Griottes, 19 (12m);

Art.5.7.7.184. Rue des Trois Arbres, du côté opposé au n° 46 (12m);

Art.5.7.7.185. Rue François Vervloet, 135 (12m);

Art.5.7.7.186. Rue Franz Merjay, 217 (12m);

Art.5.7.7.187. Rue Geleytsbeek, 27 (12m);

Art.5.7.7.188. Rue Groeselenberg, 1 (12m);

Art.5.7.7.189. Rue Marie Depage, du côté opposé au n° 41 (12m);

Art.5.7.7.190. Rue Molensteen, du côté opposé au n° 63 (12m);

Art.5.7.7.191. Rue Vanderkindere, 75 (12m);

Art.5.7.7.192. Rue Vanderkindere, 484 (12m);

Art.5.7.7.193. Rue Victor Allard, 249 (12m); Art.5.7.7.194.

Rue Victor Allard, du côté opposé au n° 80 (13m);

Art.5.7.7.195. Square de Fré, au carrefour avec l'avenue de Fré, côté impair (13m);

#### **Art.5.9. Stationnement réservé**

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.103. Avenue des Chalets, au carrefour avec la chaussée de Waterloo, côté impair (6m);

Art.5.9.2. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Taxis. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « taxis ».

Art.5.9.2.1. Avenue de Fré, 206 (12m);

Art.5.9.3. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: C.D.. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « CD ».

Art.5.9.3.10. Avenue des Sorbiers, 12 (6m);

#### **Article 10 : Dispositions finales**

**Art.10.1.** La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

**Art.10.2.** Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière;

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

---

### **Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement - nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;



Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;  
Nieuwe bepalingen :

#### **Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer**

##### **Art.4.3. Oversteekplaatsen**

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door wi e evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B. Art.4.3.1.39. Karmelietenstraat, 65;

Art.4.3.1.40. Karmelietenstraat, 88;

Art.4.3.1.41. Landhuisjesstraat, 58;

Art.4.3.1.42. Landhuisjesstraat, 102;

Art.4.3.1.43. Boetendaelstraat, 80;

Art.4.3.1.44. Landhuisjesstraat, 126;

#### **Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)**

##### **Art.5.7. Betalend parkeren**

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een jdsvenster aangevuld door een informa ebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.24. Beeckmanstraat, 83, maandag tot vrijdag van 7u30 tot 16u30 (14m);

Art.5.7.7. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen voorbehouden voor het opladen van elektrische voertuigen op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» aangevuld door een informa ebord "Forfait 50 euro/4h30 uitgezonderd opladend voertuig" met een pictogram van een auto met een stekker.

Art.5.7.7.149. Adolphe Wansartlaan, aan de overkant van het nr. 27 (12m);

Art.5.7.7.150. Brunardlaan, 1 (13m);

Art.5.7.7.151. Chantemerlelaan, 1 (12m);

Art.5.7.7.152. Ringlaan, 108 (12m);

Art.5.7.7.153. De Frélaan, 98 (13m);

Art.5.7.7.154. De Frélaan, 13 (13m);

Art.5.7.7.155. Elzeboomlaan, 74 (13m);

Art.5.7.7.156. Floridalaan, 27 (12m);

Art.5.7.7.157. Messidorlaan, 314 (2 plaatsen);

Art.5.7.7.158. Wilderoselaarslaan, aan het kruispunt met de Waterlooosesteenweg, pare kant (12m);

Art.5.7.7.159. Godshuizenlaan, 25 (13m);

Art.5.7.7.160. Godshuizenlaan, 61 (12m);

Art.5.7.7.161. Braamstruikenlaan, aan het kruispunt met de Gebladertelaan, onpare kant (12m);

Art.5.7.7.162. Lindenlaan, 24 (12m);

Art.5.7.7.163. Groelstveldlaan, 43 (12m);

Art.5.7.7.164. Guillaume Herinckxlaan, 80 (12m);

Art.5.7.7.165. Henri Pirennelaan, aan de overkant van het nr. 2 (13m);

Art.5.7.7.166. Houzeaulaan, aan de overkant van het nr. 86 (12m);

Art.5.7.7.167. Jacques Pasturlaan, 41 (12m);

Art.5.7.7.168. Jacques Pasturlaan, aan de overkant van het nr. 27 (12m);

Art.5.7.7.169. Léo Erreralaan, aan de overkant van het nr. 30 (13m);

Art.5.7.7.170. Moscickilaan, 13 (12m);

Art.5.7.7.171. Ptoléméelaan, 12 (2 plaatsen);

Art.5.7.7.172. Van Beverlaan, 28 (2 plaatsen); Art.5.7.7.173.

Vanderaeylaan, 25 (13m);

Art.5.7.7.174. Winston Churchillaan, 234A (13m);

Art.5.7.7.175. Wolvendaellaan, 125 (12m);  
Art.5.7.7.176. Alsebergsesteenweg, 1114 (12m); Art.5.7.7.177.  
Waterloosesteenweg, 875 (13m);  
Art.5.7.7.178. Waterloosesteenweg, 1021B (13m);  
Art.5.7.7.179. Onderlinge Bijstandstraat, aan de overkant van het nr. 94 (12m);  
Art.5.7.7.180. de Nieuwenhovestraat, 8 (12m);  
Art.5.7.7.181. Stallestraat, 26 (13m);  
Art.5.7.7.182. Landhuisjesstraat, 40 (12m);  
Art.5.7.7.183. Noordkriekenstraat, 19 (12m);  
Art.5.7.7.184. Drie Bomenstraat, aan de overkant van het nr. 46 (12m);  
Art.5.7.7.185. François Vervloetstraat, 135 (12m);  
Art.5.7.7.186. Franz Merjaystraat, 217 (12m);  
Art.5.7.7.187. Geleytsbeekstraat, 27 (12m);  
Art.5.7.7.188. Groeselenbergstraat, 1 (12m);  
Art.5.7.7.189. Marie Depagestraat, aan de overkant van het nr. 41 (12m);  
Art.5.7.7.190. Molensteenstraat, aan de overkant van het nr. 63 (12m);  
Art.5.7.7.191. Vanderkinderestraat, 75 (12m);  
Art.5.7.7.192. Vanderkinderestraat, 484 (12m);  
Art.5.7.7.193. Victor Allardstraat, 249 (12m);  
Art.5.7.7.194. Victor Allardstraat, aan de overkant van het nr. 80 (13m);  
Art.5.7.7.195. De Frésquare, aan het kruispunt met de de Frélaan, onpare kant (13m); **Art.5.9.**

#### **Parkeren voorbehouden**

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.103. Kasteeltjeslaan, aan het kruispunt met de Waterloosesteenweg, onpare kant (6m);

Art.5.9.2. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Taxi's. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "taxi".

Art.5.9.2.1. De Frélaan, 206 (12m);

Art.5.9.3. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen : CD. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "CD".

Art.5.9.3.10. Lijsterbesseboomlaan, 12 (6m);

#### **Artikel 10 : Slotbepalingen**

**Art.10.1.** De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

**Art.10.2.** Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

---

## 7 Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Uccle pour l'organisation d'actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel – mobilité durable, Volet A « Vivre la ville » 2024 .

Le Conseil,

Considérant que la Région veut soutenir les Communes pour concrétiser les actions de leur politique de mobilité et qu'en conséquence elle propose un « soutien régional aux actions communales de Mobilité 2024 et de sécurité routière » sous forme d'octroi de subsides;

Considérant que, le 26 janvier 2024, la Commune a soumis à Bruxelles Mobilité les projets de mobilité qui entrent dans le cadre de ce soutien;

Considérant que, le 16 mai 2024, Bruxelles Mobilité a confirmé la bonne réception des documents transmis;

Considérant qu'il s'agit notamment de subsides pour l'organisation d'actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel - mobilité durable, Volet A « Vivre la ville » 2024;

Considérant que la Région va financer ce projet pour un montant de 49.797€;

Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches;

Considérant que la première tranche sera de 29.878,20€ et la deuxième tranche de 19.918,80€;

Considérant que la convention porte sur la période du 22/03/2024 au 31/12/2024;

Considérant que le dossier doit être introduit au plus tard pour le 30 juin 2025;

Considérant que les dossiers introduits après cette date seront automatiquement annulés et à charge de la Commune;

Décide : d'approuver la convention en annexe.

---

## **Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor de organisatie van sensibiliseringsacties in het kader van de oproep - duurzame mobiliteit, Deel A « De stad beleven» in 2024.**

De raad,

Overwegende dat het gewest de gemeentes wil ondersteunen om de acties van hun mobiliteitsbeleid te concretiseren en het bijgevolg een "gewestelijke ondersteuning van de gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties 2024" voorstelt in de vorm van de toekenning van subsidies;

Overwegende dat de gemeente de mobiliteitsprojecten die binnen het kader van deze ondersteuning vallen op 26 januari 2024 ingediend heeft bij Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit de goede ontvangst van de documenten bevestigd heeft op 16 mei 2024;

Overwegende dat het meer bepaald gaat om subsidies voor de organisatie van sensibiliseringsacties in het kader van de oproep - duurzame mobiliteit, Deel A « De stad beleven» in 2024;

Overwegende dat het gewest dit project zal financieren voor een bedrag van 49.797€;

Overwegende dat de subsidie in twee schijven betaald zal worden;

Overwegende dat de eerste schijf 29.878,20€ en de tweede schijf 19.918,80€ bedraagt;

Overwegende dat de overeenkomst betrekking heeft op de periode van 22/03/2024 tot 31/12/2024;

Overwegende dat het volledige dossier uiterlijk op 30 juin 2025 ingediend moet worden;  
Overwegende dat dossiers ingediend na deze datum automatisch nietig verklaard worden en  
ten laste van de gemeente vallen;

Beslist:

de overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

---

## DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

### Urbanisme - Stedenbouw

#### 8 **Propriétés communales. - Centre administratif de la Commune d'Uccle, rue de Stalle, 77 : espace « Coffee Corner » – approbation du contrat de concession de service.**

Le Conseil,

Vu la délibération numéro 016/28.03.2024/A/0018 par laquelle le Conseil communal a approuvé l'organisation d'un nouvel appel d'offres, avec mise en concurrence des candidats, en vue d'attribuer une concession de services, d'une durée de neuf ans, portant sur l'exploitation de l'espace « Coffee Corner » situé au rez de chaussée de la tour B du nouveau Centre administratif communal, rue de Stalle, 77, a approuvé le cahier des charges contenant les conditions de la concession, et ses annexes ;

Vu la délibération numéro 016/18.06.2024/B/... par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a attribué la concession de service en vue de l'exploitation de l'espace « Coffee Corner », à la SRL ... ;

Considérant que l'appel d'offre a été lancé le 09 avril 2024 ;

Considérant que la commune a réceptionné trois offres dans le délai requis, à savoir :

l'offre « Urban Cook » de la SRL Production MVA déposée à la Commune le 30 mai 2024 et représentée par Monsieur Mathieu VANDENBUSSCHE, en sa qualité d'administrateur ;

l'offre « Moon's Corner » de la SRL Cand D 02.01 déposée à la Commune le 30 mai 2024 et représentée par Dimitri MARIE, en sa qualité d'administrateur ;

l'offre de la SRL DECAFIL déposée à la Commune le 31 mai 2024 et représentée par Monsieur Filipe DE CARVALHO FIGUEIRA, en sa qualité d'administrateur.

Considérant qu'une dégustation s'est tenue le 11 juin 2024 ;

Qu'il est ressorti de cette dégustation que l'ensemble des produits proposés étaient qualitatifs et qu'aucun élément rédhibitoire n'a été soulevé par les goûteurs ;

Que lors de la dégustation, neuf goûteurs ont évalué quatre critères « à l'aveugle » : le goût, l'originalité, la texture et le visuel des produits présentés ;

Considérant qu'au regard des différents éléments analysés par le Collège échevinal, celui-ci a décidé, en date du 18 juin 2024, d'attribuer la présente concession de service au candidat-concessionnaire ayant

remis l'offre répondant le mieux aux critères énoncés dans le cahier spécial des charges, à savoir la SRL C and D 02.01 ;

Considérant que le projet de contrat de concession de service a été mis au point par le Service des Propriétés communales ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

d'approuver le projet de contrat de concession de service ;

de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins d'organiser la signature du contrat avec la SRL C and D 02.01, représenté par MARIE Dimitri en sa qualité d'administrateur.

---

**Gemeente-eigendommen.- Administratief Centrum van de gemeente Ukkel, Stallestraat 77.Ruimte "Coffee Corner".- Goedkeuring van het van het concessiecontract.**

De raad,

Gelet op beraadslaging 016/28.03.2024/A/0018, waardoor de gemeenteraad de organisatie van een nieuwe offerteaanvraag met inmededingingstelling van de kandidaten om een concessie voor diensten te gunnen, voor een duur van negen jaar, met betrekking tot de uitbating van de ruimte "Coffee Corner", gelegen op de gelijkvloerse verdieping van toren B van het nieuw gemeentelijk Administratief Centrum in de Stallestraat 77, het bestek met de voorwaarden van de concessie en de bijlagen ervan goedgekeurd heeft;

Gelet op beraadslaging 016/18.06.2024/B/..., waardoor het college van burgemeester en schepenen de concessie voor diensten met het oog op de uitbating van de ruimte "Coffee Corner" gegund heeft aan bv ...;

Overwegende dat de offerteaanvraag gelanceerd werd op 9 april 2024;

Overwegende dat de gemeente drie offertes ontvangen heeft binnen de vereiste termijn, meer bepaald:

De offerte "Urban Coock" van bv Produc on MVA, ingediend bij de gemeente op 30 mei 2024 en vertegenwoordigd door de heer Mathieu VANDENBUSSCHE in zijn hoedanigheid van bestuurder;

De offerte "Moon's Corner" van bv C and D 02.01, ingediend bij de gemeente op 30 mei 2024 en vertegenwoordigd door Dimitri MARIE in zijn hoedanigheid van bestuurder;

De offerte van bv DECAFIL, ingediend bij de gemeente op 31 mei 2024 en vertegenwoordigd door de heer Filipe DE CARVALHO FIGUEIRA in zijn hoedanigheid van bestuurder;

Overwegende dat er een degustatie plaatsgevonden heeft op 11 juni 2024;

Dat uit deze degustatie blijkt dat alle voorgestelde producten kwalitatief waren en dat er geen enkel onoverkomelijk element aangehaald werd door de proevers;

Dat tijdens de degustatie negen proevers vier criteria "blind" beoordeeld hebben: de smaak, de originaliteit, de textuur en het visuele uitzicht van de voorgestelde producten;

Overwegende dat ten aanzien van de verschillende elementen die door het schepencollege geanalyseerd werden het schepencollege op 18 juni 2024 beslist heeft om de onderhavige concessie voor diensten te gunnen aan de kandidaat-concessiehouder die de offerte ingediend heeft die het beste beantwoordt aan de criteria uit het bestek, hetzij BV C and D 02.01...;

Overwegende dat het ontwerp van overeenkomst van concessie voor diensten op punt gesteld werd door de dienst Gemeente-eigendommen;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Het ontwerp van overeenkomst van concessie voor diensten goed te keuren;

Het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten de ondertekening van de overeenkomst te organiseren met BV C and D 02.01, vertegenwoordigd door de heer MARIE Dimitri in zijn hoedanigheid van beheerder.

---

## Rénovation urbaine - Stadsvernieuwing

### 9 **Rénovation Urbaine - Convention relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage de l'étude de demande de permis d'urbanisme concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016, spécialement l'article 60 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 », du 10 novembre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Politique de la Ville du 19 janvier 2017, spécialement l'article 23 ;

Vu la délibération du Collège 38038 du 24 novembre 2020 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 577.806,81 € à la Commune d'Uccle dans le cadre du programme pluriannuel 2021-2025 « Politique de la Ville par le développement des quartiers », du 25 février 2021 ;

Vu la convention entre la Commune d'Uccle et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2021 octroyant une subvention à la Commune d'Uccle pour son programme dans le cadre de la Politique de la Ville 2021-2025 : bibliothèque du Merlo et atelier vélo;

Vu la délibération du Collège du 24 novembre 2020 (dossier 38038/0047) ;

Vu le marché de service de BinHôme s.c. désignant le bureau d'étude V+ CLN architects, portant sur l'étude du développement du site du Merlo, propriété de BinHôme, en ce compris l'étude de de l'implanta on et de l'étude fonc onnelle et financière du projet de la Bibliothèque du Merlo et de l'Atelier-Vélo ;

Considérant la signature de trois conven ons de délégation de maîtrise d'ouvrage entre BinHôme et la Commune d'Uccle dont l'objet concernait les deux phases d'études de faisabilité et la phase d'étude de l'avant-projet concernant la construc on d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisa on urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Poli que de la Ville 2021-2025 » signée par les parties respectivement le 29.09.2021, 24.03.2022 et 5.12.2023 ;

Considérant que le marché de service de BinHôme prévoit l'étude du dossier demande de permis d'urbanisme;

Considérant le rapport d'études du bureau V+ CLN Architects du 4.04.2024 dans le cadre de la de l'étude de l'avant-projet; que ce rapport répondait favorablement aux objec fs a endus et qu'en conclusion l'avant-projet était favorable à la mise en place du projet et à l'introduc on de la demande de permis d'urbanisme;

Considérant la décision du Collège du 18 juin 2024 d'approuver ce rapport;

Considérant l'accord du service des propriétés communales, faisant partie du même département, d'utiliser l'article budgétaire 137/747-60//87 « *plans et études en cours* » pour la dépense des dits honoraires à défaut d'un article spécifique autre pour ce projet ; **Décide :**

De marquer son accord sur la conven on de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la phase d'étude du dossier de demande de permis d'urbanisme

---

**Stadsvernieuwing - Overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025.**

Gelet op de organieke ordonnantie betreffende de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, in het bijzonder artikel 60;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de organieke ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot aanname van het "stedelijk herwaarderingsgebied", afgekort tot "SHG 2016", van 10 november 2016;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake het Stadsbeleid van 19 januari 2017, in het bijzonder artikel 23;

Gelet op de beraadslaging van het college 38038 van 24 november 2020;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van € 577.806,81 aan de gemeente Ukkel in het kader van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid door wijkontwikkeling" van 25 februari 2021;

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 maart 2021 tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Ukkel voor haar programma in het kader van het Stadsbeleid 2021-2025: bibliotheek Merlo en fietswerkplaats;

Gelet op de beraadslaging van het college van 24 november 2020 (dossier 38038/0047);

Gelet op de dienstenopdracht van BinHôme s.c. waarbij het studiebureau V+ CLN architects werd aangesteld voor de studie van de ontwikkeling van de Merlosite, eigendom van BinHôme, met inbegrip van de studie van de ligging en de functionele en financiële studie van het project Bibliotheek Merlo en Fietswerkplaats;

Gelet op de ondertekening van drie delegatieovereenkomsten inzake bouwheerschap tussen BinHôme en de gemeente Ukkel die betrekking hebben op de twee fases van de haalbaarheidsstudie en de fase van de voorontwerpstudie inzake de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025, die door de partijen respectievelijk op 29.09.2021, 24.03.2022 en 5.12.2023 werden ondertekend;

Overwegende dat de dienstenopdracht van BinHôme de studie van het dossier inzake de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning omvat;

Gelet op het studierapport van V+ CLN Architects van 4.04.2024 in het kader van de voorontwerpstudie; dat dit rapport voldeed aan de verwachte doelstellingen en dat, tot besluit, het voorontwerp gunstig was voor de uitvoering van het project en de indiening van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op de beslissing van het college van 18 juni 2024 om dit rapport goed te keuren;

Gelet op de toestemming van de dienst Gemeente-eigendommen, die deel uitmaakt van hetzelfde departement, om begrotingspost 137/747-60/87 "plans et études en cours " te gebruiken voor de uitgave van de vermelde honoraria bij gebrek aan een specifieke andere post voor dit project; Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap voor de studiefase van het dossier inzake de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning.

---

## Régie foncière - Grondregie

### 10 Régie foncière.- Modification budgétaire n° 1.- Exercice 2024.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement les articles 117 et 262;

Vu l'article 6, § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 1er, 3° de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003, relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu les instructions ministérielles du 6 février 2004 d'application du susdit arrêté;

Vu les finances de la Régie foncière;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les crédits de la Régie Foncière en fonction des projets en cours (voir annexes);

Considérant qu'une modification budgétaire s'impose;

Décide :

-d'adopter la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2024 de la Régie foncière selon les documents en annexe;

-de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.



## **Grondregie.- Begrotingswijziging nr 1.- Dienstjaar 2024.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikels 117 en 262;

Gelet op artikel 6, § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 1, 3° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de ministeriële richtlijnen van 6 februari 2004 van toepassing op het bovenvermeld besluit; Gezien de financiën van het Grondregie;

Overwegende dat het noodzakelijk is de kredieten van het Grondregie aan te passen volgens de lopende (zie bijlagen);

Overwegende dat een begrotingswijziging noodzakelijk is;

Besluit :

-de begrotingswijziging nr 1 voor het dienstjaar 2024 van het Grondregie aan te nemen volgens de documenten in bijlage;

-deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

---

## **Propriétés communales - Gemeente-eigendommen**

### **11 Requalification des abords du pavillon Louis XV sis avenue Wolvendael, 44 (parc de Wolvendael) - Approbation des conditions et du mode de passation - Envoi Tutelle - Prise pour information par le Conseil.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant les documents de marché relatif au marché « Requalification des abords du pavillon Louis XV sis avenue Wolvendael, 44 (parc de Wolvendael) » établi par le service des Propriétés communales en collaboration avec la Centrale de marchés et le bureau d'architecture Architectures Parallèles ;

Considérant que le permis unique, y compris les compléments demandés par la Direction du Patrimoine Culturel (DPC) pour la requalification des abords immédiats du Pavillon Louis VX, a été obtenu par l'intermédiaire du bureau Architectures Parallèles SRL, en date du 9 février 2024 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 251.630,82 € (hors T.V.A. 21 %), 52.842,47 € (TVA 21 %), soit 304.473,29 €, (TVA 21% comprise) ;

Considérant que le montant estimé hors TVA ne dépasse pas la limite pour l'utilisation de la procédure négociée directe avec publication préalable de 750.000,00 € ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024 article 773/724-60/87 (article des propriétés communales) ;

Considérant la décision du conseil du 18/04/2023, approuvant la réactualisation du montant des travaux à hauteur de 232 091,03 € (hors T.V.A. 21 %), 48 739,12 € (TVA 21 %), soit 280.830,15 € (TVA 21 % comprise) ;

Considérant qu'une modification budgétaire d'une somme de 60.500,00 € a été demandée pour l'article 773/724-60/87 (article des propriétés communales) et sous réserve de l'approbation de cette modification par la Tutelle ;

Sous réserve de l'approbation du budget 2024 par les autorités compétentes ; Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide :

D'approuver les documents de marché et le montant estimé du marché « Requalification des abords du pavillon Louis XV sis avenue Wolvendael, 44 (parc de Wolvendael) », établi par le service des Propriétés communales en collaboration avec la Centrale de marchés et le bureau d'architecture Architectures Parallèles. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé à 251.630,82 € (hors T.V.A. 21 %), 52.842,47 € (TVA 21 %), soit 304.473,29 €, (TVA 21% comprise) .

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable ;

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;

D'en informer le Conseil lors de sa prochaine séance.

## **Herkwalificering van de onmiddellijke van het paviljoen Lodewijk XV gelegen Wolvendaellaan 44 (Wolvendaelpark) - Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingswijze – Voogdij sturen**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 41 §1 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende de opdrachtdocumenten met betrekking tot de opdracht "Herkwalificering van de onmiddellijke van het paviljoen Lodewijk XV gelegen Wolvendaellaan 44 (Wolvendaelpark)", opgesteld door de dienst Gemeente-eigendommen in samenwerking met de Opdrachtcentrale en architectuurbureau Architectures Parallèles;

Overwegende dat de unieke vergunning, inclusief de aanvullingen gevraagd door de Directie Cultureel Erfgoed (DCE) voor de herwaardering van de onmiddellijke omgeving van paviljoen Lodewijk XV, door tussenkomst van bureau Architectures Parallèles SRL verkregen werd op 9 februari 2024;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 251.630,82 (excl. 21 % btw), € 52.842,47 (21 % btw) beloopt, hetzij € 304.473,29 (inclusief 21 % btw);

Overwegende dat het geraamde bedrag excl. btw de grens van € 750.000,00 voor de aanwending van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking niet overschrijdt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het nodige krediet voor deze uitgave ingeschreven wordt in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024, artikel 773/724-60/87 (artikel van de Gemeente-eigendommen);

Overwegende de beslissing van de raad van 18/04/2023 tot goedkeuring van de bijwerking van het bedrag van de werken ten belope van € 232.091,03 (excl. 21 % btw), € 48.739,12 (21 % btw), hetzij € 280.830,15 (incl. 21 % btw);

Overwegende dat er een begrotingswijziging voor een som van € 60.500,00 gevraagd werd voor artikel 773/724-60/87 (artikel van de Gemeente-eigendommen) en onder voorbehoud van de goedkeuring van deze wijziging door de Voogdij;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2024 door de bevoegde overheden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

De opdrachtdocumenten en het geraamd bedrag van de opdracht " Herkwalificering van de onmiddellijke van het paviljoen Lodewijk XV gelegen Wolvendaellaan 44 (Wolvendaelpark) ", opgesteld door de dienst Gemeente-eigendommen in samenwerking met de Opdrachtcentrale en architectuurbureau Architectures Parallèles, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamd bedrag beloopt € 251.630,82 (excl. 21 % btw), € 52.842,47 (21 % btw), hetzij € 304.473,29 (inclusief 21 % btw);

De opdracht te plaatsen door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

De aankondiging van de opdracht op nationaal niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

---

12 **Propriétés communales. – Abords de la gare de Calevoet : terrain appartenant à la SNCB – espace public pour chiens sans laisse – occupation précaire – fixation des conditions approbation du contrat de concession domaniale - engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement les articles 117 et 232 ;

Considérant l'état actuel des abords de la Gare de Calevoet, en particulier le terrain à l'abandon sur lequel l'ancien hangar, en ruines après un incendie, a été détruit ;

Considérant que l'aménagement de la Gare de Calevoet et de ses environs sera effectué dans un futur proche ;

Considérant le manque d'un espace de détente pour les chiens, clôturé et sécurisé ;

Considérant les problèmes de sécurité et afin d'améliorer la propreté de la zone ;

Que le terrain servant de support à l'actuel hangar en ruines à la suite d'un incendie, répondrait à ce besoin, et que les instances dirigeantes de la SNCB, propriétaire, sont disposées à en octroyer l'usage à la Commune d'Uccle, à titre précaire et révocable, par la voie d'une concession domaniale à conclure pour une courte durée d'un an ;

Qu'en effet, les terrains appartenant à cette société, situés aux abords des infrastructures ferroviaires, sont d'office affectés au domaine public ;

Considérant que l'implantation retenue, par le Département Espace Public de la Commune d'Uccle, porte sur un terrain à usage industriel, sur lequel s'élevait un hangar, à présent démoli, situé à l'arrière du bâtiment de la gare ;

Considérant qu'à la suite de réunions et échanges de courriers électroniques, le département "SNCB Stations" a mis au point un projet de contrat de concession, auquel sont jointes les conditions générales et particulières, relatives au domaine public, en vigueur ;

Considérant que la SNCB s'engage à délimiter, à ses frais, le terrain de 425 m<sup>2</sup> sur lequel le parc pour chiens pourra s'implanter, au moyen de clôtures en divers matériaux, et à réaliser les aménagements selon un cahier des charges qui prévoit la plantation d'essences choisies pour être respectueuses de l'environnement ;

Que la Commune d'Uccle devra, en outre, s'abstenir d'exercer des activités interdites par le contrat de concession, et souscrire une police spécifique destinée à couvrir les risques environnementaux, qui comprendra, outre ceux liés à une pollution accidentelle, également le risque de pollution graduelle ;

Qu'enfin, un état des lieux sera établi ;

Que le contrat prendra effet dès le moment où les travaux d'aménagement du dit "parc et aire de jeux et de détente pour chiens", auront été réalisés;

Qu'un calcul de la redevance sera fait au prorata du temps écoulé entre l'entrée en jouissance et la date de début du présent contrat ;

Qu'en contrepartie, la SNCB réclame au concessionnaire le paiement d'une redevance annuelle soumise à indexation, s'élevant à 390,00 €, toutefois sans versement de garantie ;

Que cette redevance ne deviendra exigible qu'à la fin des travaux d'aménagement du lieu pour chiens ;

Considérant que le Règlement d'ordre intérieur s'appliquant à l'ensemble des espaces de liberté pour chiens sur le territoire d'Uccle prévoit, en son article 4, que l'accompagnant – et non la Commune sera responsable des dommages causés à des tiers ou à d'autres chiens et devra, à cette fin, être couvert par une assurance en responsabilité civile (pouvant être de type "familiale").

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

de marquer son accord quant au principe que la Commune d'Uccle occupe un "terrain à usage professionnel", ainsi défini par son propriétaire, la Société nationale des Chemins de fer belges (SNCB), situé chaussée d'Alseberg, développant une superficie de 4 ares 25 ca (425 m<sup>2</sup>), situé chaussée d'Alseberg, aux abords de l'ancienne gare d'Uccle Calevoet, tel qu'il est délimité sur le plan d'implantation établi par le propriétaire-gestionnaire du domaine, en vue d'un usage comme parc pour chiens sans laisse ;

d'approuver les conditions de l'opération, énumérées ci-avant, en particulier la durée limitée à deux ans, le paiement d'une redevance annuelle égale à trois cent nonante euros (390,00 €) payée dès la fin des travaux d'aménagement et la jouissance du terrain repris au plan de concession dès le moment où les travaux d'aménagement du dit "parc et aire de jeux et de détente pour chiens" auront été réalisés ;

d'approuver, à cette fin, le contrat de concession domaniale "RE219" (clauses particulières et conditions générales), établi par la SNCB ;

de marquer son accord pour que la SNCB aménage, équipe et clôture à ses frais le terrain décrit cidessus ;

de charger le service des Propriétés communales de faire signer le contrat de concession domaniale, ensuite d'assurer le suivi des sommes dues, en vue de leur paiement ;

de charger le Service Vert de l'entretien ordinaire et régulier des lieux dont l'usage est concédé, pendant toute la durée de la convention ;

d'imputer la dépense ordinaire ci-dessus, sur les crédits inscrits à l'article 766/126-01/87 du budget communal de 2024, et de reconstituer le crédit global de la fonction au moyen d'une modification budgétaire.

---

**Gemeente-eigendommen. - Omgeving van station Ukkel-Kalevoet: terrein toebehorend aan de NMBS - openbare ruimte voor honden zonder leiband - precair gebruik - vastlegging van de voorwaarden - goedkeuring van de domeinconcessieovereenkomst - vastlegging van de uitgave.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en 232;

Overwegende de huidige staat van de omgeving van station Ukkel-Kalevoet, in het bijzonder het verwaarloosde terrein waarop de voormalige loods, in verval na een brand, gesloopt werd;

Overwegende dat station Ukkel-Kalevoet en de omgeving ervan in de nabije toekomst ingericht zullen worden ;

Gelet op het gebrek aan een omheinde en beveiligde ontspanningsruimte voor honden;

Overwegende de veiligheidsproblemen en om de netheid in de zone te verbeteren;

Dat het terrein dat als ondergrond dient voor de huidige loods die ingestort is door een brand aan deze behoefte zou voldoen en dat de leidinggevende instanties van de NMBS, eigenaar, bereid zijn om het gebruik ervan toe te kennen aan de gemeente Ukkel, tot wederopzeggens en herroepbaar, door middel van een domeinconcessie die gesloten wordt voor een korte duur van een jaar;

Dat de terreinen die toebehoren aan deze maatschappij, gelegen in de omgeving van de spoorweginfrastructuur, van ambtswege bestemd zijn tot het openbaar domein;

Overwegende dat de inplanting, gekozen door het departement Openbare Ruimte van de gemeente Ukkel, betrekking heeft op een terrein voor industrieel gebruik, waarop een loods stond die nu gesloopt is, gelegen achter het stationsgebouw;

Overwegende dat na vergaderingen en mailverkeer het departement "NMBS Stations" een ontwerp van concessieovereenkomst uitgewerkt heeft, waarbij de geldende algemene en bijzondere voorwaarden met betrekking tot het openbaar domein gevoegd zijn;

Overwegende dat de NMBS zich ertoe verbindt op haar kosten het terrein van 425 m<sup>2</sup> waarop het park voor honden ingeplant kan worden af te bakenen met omheiningen in verschillende materialen en de inrichtingen te verwezenlijken volgens een bestek dat voorziet soorten te planten die gekozen werden om het milieu in acht te nemen;

Dat de gemeente Ukkel zich er bovendien van moet onthouden activiteiten uit te oefenen die verboden zijn door de concessieovereenkomst en een specifieke polis moet afsluiten om de milieukundige risico's te dekken, die zowel de risico's door een accidentele als door een graduele vervuiling omvat;

Dat er ten slotte een plaatsbeschrijving opgemaakt zal worden;

Dat de overeenkomst in werking treedt zodra de aanlegwerken van het "park en gebied voor spel en ontspanning voor honden" verwezenlijkt zijn;

Dat de retributie berekend wordt naar rato van de verstreken tijd tussen het begin van het genot en de begindatum van de onderhavige overeenkomst;

Dat de NMBS als tegenprestatie van de concessiehouder de betaling van een jaarlijkse retributie van € 390,00 eist, gebonden aan de indexering, zonder dat er een waarborg gestort wordt;

Dat deze retributie pas op het einde van de aanlegwerken van de plaats voor honden invorderbaar wordt;

Overwegende dat artikel 4 van het huishoudelijk reglement dat van toepassing is op alle hondenlosloopzones op het grondgebied van Ukkel bepaalt dat de begeleider van de hond - en niet de gemeente - aansprakelijk is voor eventuele schade die aan derden of andere honden wordt toegebracht en hiertoe gedekt moet zijn door een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid (die van het type "familiale" kan zijn).

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

Zijn goedkeuring te verlenen aan het principe dat de gemeente Ukkel een "terrein voor professioneel gebruik", aldus gedefinieerd door de eigenaar ervan, de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (NBMS), gelegen Alsebergsesteenweg, met een oppervlakte van 4 are 25 ca (425 m<sup>2</sup>), in de buurt van het voormalige station Ukkel-Kalevoet, zoals afgebakend op het inplantingsplan opgesteld door de eigenaar-beheerder van het domein, te gebruiken als park voor honden zonder leiband;

De hierboven opgesomde voorwaarden van de verrichting goed te keuren, in het bijzonder de duur beperkt tot twee jaar, de betaling van een jaarlijkse retributie van driehonderdnegentig euro (€ 390,00),

betaald vanaf het einde van de aanlegwerken en het genot van het terrein op het concessieplan zodra de aanlegwerken van dit "park en gebied voor spel en ontspanning voor honden" verwezenlijkt zijn;  
Hiervoor de domeinconcessieovereenkomst "RE219" (bijzondere bepalingen en algemene voorwaarden), opgesteld door de NMBS, goed te keuren;  
Ermee in te stemmen dat de NMBS op haar kosten het hierboven beschreven terrein inricht, uitrust en omheint;  
De dienst Gemeente-eigendommen de opdracht te geven om de domeinconcessieovereenkomst te laten ondertekenen en vervolgens de verschuldigde sommen op te volgen om ze te betalen;  
De Groendienst te belasten met het gewone en regelmatige onderhoud van de plaatsen waarvan het gebruik toegestaan wordt, tijdens de volledige duur van de overeenkomst;  
De bovenstaande gewone uitgave te boeken op de kredieten ingeschreven op artikel 766/126-01/87 van de gemeentebegroting van 2024 en het globaal krediet van de functie opnieuw samen te stellen door middel van een begrotingswijziging.

---

13 **Propriétés communales. -- Avenues Joseph Jongen et Adolphe Wansart – PPAS 24 - cession gratuite de deux parcelles A25F5 et A25C5 – accord sur l'acte.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232 ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, spécialement l'article 112 ;

Considérant que le Conseil #016/22.02.02.2024/A/0007# a décidé de procéder à l'acquisition, à titre gratuit et sans frais de la pleine propriété des parcelles A25F5 et A25C5 appartenant à la société anonyme IMMOBEL ;

Considérant qu'en 1962, lors de la cession de l'assiette des voiries publiques prévues du PPA n° 24, la Compagnie immobilière de Belgique (IMMOBEL) a omis de céder l'assiette du chemin reliant les avenues François Jongen et Adolphe Wansart ;

Considérant que la société IMMOBEL n'a pas retrouvé trace dans ses archives de ce dossier et n'a pas d'explication quant au fait que le chemin n'a pas été cédé en même temps que le reste du lotissement ;

Considérant qu'IMMOBEL, prénommée, n'était donc pas du tout au courant que ce chemin était resté erronément dans son patrimoine depuis plus de 60 ans ;

Considérant qu'IMMOBEL, prénommée, est disposée à procéder à la cession gratuite du terrain afin de régulariser cet oubli et ainsi permettre à la Commune d'incorporer le bien cédé dans le patrimoine immobilier

communal et de transférer ensuite les parcelles cédées A25F5 et A25C5 dans le domaine public ;

Considérant qu'il n'y a pas besoin de division et de mesurage, les deux parcelles existant déjà ;

Considérant qu'en date du 28 mars 2024, le service public régional de Bruxelles a marqué son accord quant à la cession gratuite de cette voirie ;

Considérant que lors de sa séance du 22 février 2024 dont question ciavant, le Conseil a décidé de confier au Notaire Olivier Palsterman – Etude Caeymaex et Palsterman, rue Van Orley, 1 à 1000 Bruxelles, la rédaction de l'acte de cession ;

Considérant que l'acte authentique de cession nous a été soumis pour relecture ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Décide :

d'approuver le projet d'acte de cession des parcelles A25F5 et A25C5 appartenant à la société IMMOBEL, prénommée.

---

**Gemeente-eigendommen. - Joseph Jongenlaan en Adolphe Wansartlaan - BBP 24 - gratis overdracht van twee percelen A25F5 en A25C5 - instemming met de akte.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, inzonderheid artikel 112;

Overwegende dat de raad #016/22.02.02.2024/A/0007# beslist heeft over te gaan tot de aankoop, gratis en zonder kosten, van de volle eigendom van perceel A25F5 en A25C5, eigendom van de naamloze vennootschap IMMOBEL;

Overwegende dat in 1962, bij de overdracht van de bedding van de openbare wegen voorzien in BPA 24, de Immobiliën Vennootschap van



België (IMMOBEL) vergeten heeft de bedding van de weg tussen de Joseph Jongenlaan en de Adolphe Wansartlaan over te dragen;

Overwegende dat de vennootschap IMMOBEL in haar archieven geen spoor van dit dossier gevonden heeft en geen uitleg heeft voor het feit dat de weg niet gelijktijdig met de rest van de verkaveling overgedragen werd;

Overwegende dat voornoemde IMMOBEL er dus helemaal niet van op de hoogte was dat deze weg meer dan 60 jaar verkeerdelijk in haar vermogen gebleven was;

Overwegende dat voornoemde IMMOBEL bereid is over te gaan tot de gratis overdracht van het terrein om deze vergetelheid te regulariseren en het zo de gemeente mogelijk te maken het overgedragen goed in te lijven in het gemeentelijk onroerend vermogen en vervolgens de overgedragen percelen A25F5 en A25C5 over te dragen naar het openbaar domein;

Overwegende dat er geen verdeling en opmeting nodig is, aangezien de twee percelen al bestaan;

Overwegende dat de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel op 28 maart 2024 zijn goedkeuring verleend heeft aan de gratis overdracht van deze weg;

Overwegende dat de raad in zitting van 22 februari 2024 waarvan hierboven sprake beslist heeft de opmaak van de akte van overdracht toe te vertrouwen aan notaris Olivier Palsterman – kantoor Caeymaex en Palsterman, Van Orleystraat 1 te 1000 Brussel;

Overwegende dat de authentieke akte van overdracht ons bezorgd werd voor nalezing;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

het ontwerp van akte van overdracht van perceel A25F5 en A25C5, eigendom van de voornoemde vennootschap IMMOBEL, goed te keuren.

- 
- 14 **Propriétés communales. – Bâtiment administratif sis rue Victor Gambier, 21: occupation précaire et temporaire d'une partie du bâtiment, par un groupement de scouts.**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232 ;

Considérant que l'immeuble situé 21, rue Victor Gambier est occupé en partie depuis 2 ans par l'unité scout 101 suite à la signature d'une convention précaire signée le 25 juin 2022 ;

Considérant que les locaux servent principalement pour le dépôt du matériel des scouts et quelques réunions ;

Considérant que l'unité 101 a toujours respecté ses obligations en veillant la tranquillité du voisinage;

Que l'unité 101 souhaite prolonger son occupation ;

Considérant que le Service des Propriétés communales a préparé une nouvelle convention ; Sur

la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

d'accepter de continuer l'occupation d'une partie des locaux du rez de chaussée avant du bâtiment situé rue Victor Gambier, 21, avec le groupement de scouts ;

d'en faire bénéficier l'Unité 101 représentée par Madame Sandra BIELEN moyennant la conclusion avec l'occupant d'une nouvelle convention d'occupation précaire ;

d'approuver le projet de convention, aux mêmes conditions que précédemment c'est à dire : à titre temporaire et révocable, durée indéterminée mais maximale de deux ans, gratuité (pas de redevance d'occupation), prise en charge financière des redevances d'abonnements et des consommations d'eau, d'énergie et de télécommunications, résiliation possible moyennant congé d'un mois, entretien régulier des locaux, évacuation des immondices et autre déchets à ses frais, respect du Règlement communal de police et de l'ordonnance sur le bruit ainsi que de toutes autres normes et règles en vigueur en matière d'hygiène, de santé et de sécurité publiques.

---

**Gemeente-eigendommen.- Kantoorgebouw gelegen Victor Gambierstraat 21: precaire en tijdelijke bezetting van een deel van het gebouw door een scoutsgroep.**

De raad,

Overwegende de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 232;

Overwegende dat het gebouw in de Victor Gambierstraat 21 al 2 jaar deels gebruikt wordt door scoutseenheid 101 na de ondertekening van een precaire overeenkomst op 25 juni 2022;

Overwegende dat de lokalen voornamelijk dienen voor de opslag van het materiaal van de scouts en enkele bijeenkomsten;

Overwegende dat eenheid 101 haar verplichtingen altijd heeft nageleefd door de rust in de buurt te waarborgen;

Dat eenheid 101 de bezetting wil verlengen;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen een nieuwe overeenkomst voorbereid heeft; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Te aanvaarden om de bezetting van een deel van de lokalen op de gelijkvloerse verdieping vooraan van het gebouw gelegen Victor Gambierstraat 21 met de scoutsgroep voort te zetten;  
Eenheid 101, vertegenwoordigd door mevrouw Sandra BIELEN, ervan te laten genieten middels de sluiting van een nieuwe preciaire gebruiksovereenkomst met de gebruiker;

Het ontwerp van overeenkomst goed te keuren op dezelfde voorwaarden als voordien, met andere woorden: tijdelijk en herroepbaar, onbepaalde duur maar hoogstens twee jaar, kosteloosheid (geen gebruiksvergoeding, financiële tenlasteneming van de abonnements- en verbruikskosten voor water, energie en telecommunicatie), opzegging mogelijk middels opzegtermijn van een maand, regelmatig onderhoud van de lokalen, afvoering van het huisvuil en van het andere afval op eigen kosten, naleving van het gemeentelijk politiereglement en van de ordonnantie over lawaai en van alle andere geldende normen en regels inzake openbare hygiëne, gezondheid en veiligheid.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

### Egalité - Gelijkheid

15

#### **Egalité des Chances et des Genres. – Rapport annuel et démission membre du Conseil**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 9 février 2021, l'Assemblée a marqué son accord sur la création d'un Conseil Consultatif;

Vu qu'en séance du 14 juin 2022, l'Assemblée a approuvé la nomination des membres de ce Conseil;

Vu qu'en séance du 18 juin 2024, le Collège a pris acte de la démission de fonctions de Mme Bassan Martina en qualité de membre effectif du Conseil, avec effet au 27 juin 2024;

Vu qu'en séance du 18 juin, le Collège a pris acte du rapport annuel du Conseil consultatif.

Décide :

- de prendre acte de la démission de Mme Bassan Martina, en qualité de membre effectif du Conseil consultatif pour l'Egalité des Genres, avec effet au 27 juin 2024; - de prendre acte du rapport annuel du Conseil consultatif.

---

## **Gelijke kansen en Gendergelijkheid. - jaarverslag van de adviesraad en het ontslag van mevr. Bassan Martina**

De raad,

Aangezien het college in zitting van 9 februari 2021 zijn goedkeuring heeft verleend aan de oprichting

van een adviesraad;

Aangezien het college in zitting van 14 juni 2022 zijn goedkeuring heeft verleend aan benoeming van

de leden van deze raad;

Aangezien het college in zitting van 18 juni 2024 akte heeft genomen van het ontslag van mevr.

Bassan Martina als effectief lid van de raad, met ingang op 27 juni 2024;

Aangezien het college in zitting van 18 juni 2024 akte heeft genomen van het jaarverslag van de

adviesraad.

Beslist :

- akte te nemen van het ontslag van mevr. Bassan Martina als effectief lid van de Adviesraad voor Gendergelijkheid, met ingang op 27 juni 2024;
- akte te nemen van het jaarverslag van de adviesraad.

---

## **DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

### **Bien-être animal - Dierenwelzijn**

#### **16 Espaces de liberté pour chiens sur le territoire d'Uccle. Règlement d'ordre intérieur.**

Le Conseil,

Considérant qu'Uccle est la commune bruxelloise comptant le plus grand nombre de chiens en 2023 (10.162 selon DogID), c'est-à-dire une densité de 443 chiens / km<sup>2</sup> contre une moyenne de 548 chiens par km<sup>2</sup> en Région Bruxelles-Capitale;

Vu les conditions d'obtention du Label « Commune amie des animaux » de Bruxelles Environnement et plus spécifiquement le critère « Zone d'espace de liberté pour chiens » ;

Considérant que pour répondre aux besoins fondamentaux des chiens (mentaux et physiques), de nouveaux espaces de liberté pour chiens devront être mis en œuvre sur le territoire d'Uccle;

Considérant qu'à l'heure actuelle deux espaces clôturés sont en cours de création, à savoir au niveau de la gare de Calevoet et dans le parc Brugmann;

Considérant que ces dispositifs complètent l'offre existante dont l'horaire de liberté admis dans certains parcs communaux ;

Considérant qu'en 2021, le Département Bien-être animal de Bruxelles Environnement a lancé le projet Animal Welfare Initiatives Brussels (AWIBRU);

Considérant que ce projet, dirigé par l'association momentanée de l'Unité de recherche vétérinaire intégrée de l'Université de Namur et le groupe de recherche sur l'éthologie appliquée et le bien-être animal de l'Université de Gand, rassemble des habitants, des organisations de protection animale, des gardiens de parc, des gardes communaux, des policiers, des échevins et des administrations communales;

Considérant que dans le cadre de la troisième phase du projet précité, un groupe de travail "Chiens dans l'espace public" a été mis en place et que celui-ci a rédigé un projet de règlement pour les zones sans laisse;

Considérant qu'il y a lieu de garantir la sécurité publique ainsi que le respect de l'intégrité et le bien-être des chiens et donc d'adopter un règlement d'ordre intérieur pour les espaces de liberté pour chiens sur le territoire d'Uccle;

Vu le projet de règlement rédigé par le service des Droits et du bien-être animal et fortement inspiré du projet d'AWIBRU;

Considérant que le présent règlement s'applique à l'ensemble des espaces sur le territoire ucclois clôturés et dédiés aux chiens sans laisse sous la surveillance de leur accompagnant(e) (propriétaire du chien ou la personne qui en a la garde);

Considérant que ces zones clôturées ont pour but principal de répondre aux besoins fondamentaux des chiens sous la surveillance de leur accompagnant(e) dans un espace sécurisé ;

Considérant que des détails pratiques tels que, par exemple, les horaires d'ouverture et le nombre maximum de chiens acceptables sont spécifiques à chaque espace;

Considérant que ce règlement vise une harmonisation des règles sans préjudice du Règlement général de police en vigueur, Code civil et autres Codes et réglementations concernées;

Décide, d'approuver le projet de règlement d'ordre intérieur ci-annexé;

---

## **Hondenruimtes op het grondgebied van Ukkel. Huishoudelijk reglement.**

De raad,

Overwegende dat Ukkel de Brusselse gemeente is met het grootste aantal honden in 2023 (10.162 volgens DogID), met andere woorden een dichtheid van 443 honden/km<sup>2</sup> tegenover een gemiddelde van 548 honden/km<sup>2</sup> in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de toekenningsvoorwaarden van het label "Diervriendelijke gemeente" van Leefmilieu Brussel en meer in het bijzonder het criterium "Inrichting van hondenruimtes";

Overwegende dat er nieuwe hondenruimtes aangelegd moeten worden op het grondgebied van Ukkel om te beantwoorden aan de basisbehoeften van de honden (mentaal en fysiek);

Overwegende dat er momenteel twee omheinde ruimtes aangelegd worden, meer bepaald aan station Ukkel-Kalevoet en in het Brugmannpark;

Overwegende dat deze voorzieningen een aanvulling vormen op het huidige aanbod, waaronder de uren waarop honden vrij mogen rondlopen in bepaalde gemeentelijke parken;

Overwegende dat het departement Dierenwelzijn van Leefmilieu Brussel in 2021 het project Animal Welfare Initiatives Brussels (AWIBRU) opgestart heeft;

Overwegende dat dit project, onder leiding van de tijdelijke vereniging van de Unité de recherche vétérinaire intégrée van de Université de Namur en de onderzoeksgroep Ethologie en Dierenwelzijn van de Universiteit Gent, inwoners, dierenbeschermingsorganisaties, parkwachters, gemeentelijke wachters, politieagenten, schepenen en gemeentebesturen samenbrengt;

Overwegende dat er in het kader van de derde fase van het voornoemde project een werkgroep "Honden in de openbare ruimte" opgericht werd, die een ontwerp van reglement voor de losloopgebieden opgesteld heeft;

Overwegende dat de openbare veiligheid en het respect voor de integriteit en het welzijn van de honden gegarandeerd moeten worden en er dus een huishoudelijk reglement voor de hondenruimtes op het grondgebied van Ukkel aangenomen moet worden;

Gelet op het ontwerp van reglement opgesteld door de dienst Dierenrechten en -welzijn en sterk geïnspireerd op het ontwerp van AWIBRU;

Overwegende dat het onderhavige reglement van toepassing is op alle omheinde ruimtes op het Ukkelse grondgebied die bestemd zijn voor honden zonder leiband onder toezicht van hun begeleider (baasje van de hond of de persoon die erop past);

Overwegende dat deze omheinde gebieden als voornaamste doel hebben te beantwoorden aan de basisbehoeften van de honden onder toezicht van hun begeleider in een beveiligde ruimte;

Overwegende dat dit reglement een harmonisering van de regels beoogt, onverminderd het geldende algemeen politiereglement, het Burgerlijk Wetboek en de andere betrokken wetten en reglementen;

Overwegende dat er voorzien moet worden dat de nieuwigheid van een dergelijk reglement vereist dat er aanpassingen aan aangebracht worden op basis van de dagelijkse praktijk;

Beslist:

Het bijgevoegde ontwerp van huishoudelijk reglement goed te keuren;

## Environnement - Milieu

### 17 **Pavage, collecte et temporisation des eaux pluviales du cimetière classé du Dieweg. Choix de la procédure de passation et fixation des conditions.**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège échevinal d'approuver le plan de gestion du cimetière du Dieweg en date du 6 décembre 2011;

Considérant que dans ce plan de gestion l'un des principaux périls mis en avant est l'érosion des chemins;

Vu la décision du Collège échevinal en date du 07 mars 2023 de notamment acter la nécessité d'interventions pour éviter la dégradation continue du site remarquable du cimetière du Dieweg;

Considérant que la recherche de solutions comprend le pavage des avenues pour lutter contre l'érosion, la gestion de l'eau via la pose d'un réseau d'égouttage et la temporisation des eaux pour lutter contre les risques d'inondations dans le fond de vallée de Saint-Job, avec la nécessité d'approfondir ces thématiques par le biais de diverses études détaillées;

Considérant que le bureau d'étude Urban Water a rédigé pour le compte de la Commune un état des lieux-diagnostic, des esquisses, un avant-projet, les documents de demande de permis d'urbanisme (permis unique) et enfin de consultation des entreprises via un marché public de travaux;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché public par procédure négociée directe avec publication préalable ayant pour objet les travaux précités;

Vu le dossier d'adjudication rédigé par le bureau d'étude Urban Water et le Service de l'Environnement;

Considérant que la dépense est estimée à 899.532,39 € (y compris 21% de TVA et 15% d'imprévus) et que ce montant est disponible aux articles 878/725-60/52 et 878/732-60/93 du budget extraordinaire 2024;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics,

Décide :

- d'approuver le projet de pavage, collecte et temporisation des eaux pluviales du cimetière classé du Dieweg;
- d'approuver les documents d'adjudication y relatifs;
- d'approuver la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable;
- d'approuver l'estimation de la dépense totale envisagée, à savoir 899.532,39 €, à répartir, d'une part, sur l'article 878/725-60/52 (750.000 €) et d'autre part sur l'article 878/732-60/93 (149.532,39 €) du budget extraordinaire 2024;
- d'approuver la transmission de la présente délibération aux services de la tutelle;

- d'autoriser par ailleurs le service de l'Environnement à déposer la demande de permis d'urbanisme(permis unique) pour ce projet.

---

## **Bestrating, opvang en vertraging van het regenwater van de beschermde begraafplaats van de Dieweg. Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden.**

De raad,

Gelet op de beslissing van het schepencollege van 6 december 2011 om het beheerplan van de begraafplaats van de Dieweg goed te keuren;

Overwegende dat een van de belangrijkste aangehaalde gevaren in dit beheerplan de erosie van de paden is;

Gelet op de beslissing van het schepencollege van 7 maart 2023 om meer bepaald akte te nemen van de noodzakelijke ingrepen om de voortdurende achteruitgang van het opmerkelijk landschap van de begraafplaats van de Dieweg te voorkomen;

Overwegende dat het zoeken naar oplossingen de bestrating van de lanen om de erosie te bestrijden, het waterbeheer via de aanleg van een rioolnet en de vertraging van het water om de risico's op overstromingen in de valleibodem van Sint-Job te bestrijden omvat, met de noodzaak om deze thema's grondiger te onderzoeken aan de hand van verschillende gedetailleerde studies;

Overwegende dat studiebureau Urban Water voor rekening van de gemeente een plaatsbeschrijvingdiagnose, schetsen, een voorontwerp, de documenten voor de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning (unieke vergunning) en tot slot voor de raadpleging van de aannemers via een overheidsopdracht van werken opgesteld heeft;

Overwegende dat er een overheidsopdracht via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking uitgeschreven moet worden, met de voornoemde werken als voorwerp; Gelet op het aanbestedingsdossier, opgesteld door studiebureau Urban Water en de Milieudienst;

Overwegende dat de uitgave geraamd wordt op € 899.532,39 (inclusief 21 % btw en 15 % onvoorziene uitgaven) en dat dit bedrag beschikbaar is op artikel 878/725-60/52 en 878/732-60/93 van de buitengewone begroting 2024;

Gelet op artikel 234 1e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 41 §1 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Beslist:

- Het project voor de bestrating, opvang en vertraging van het regenwater van de beschermde begraafplaats van de Dieweg goed te keuren;
- De desbetreffende aanbestedingsdocumenten goed te keuren;
- De plaatsingsprocedure van een overheidsopdracht van werken via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking goed te keuren;



- De raming van de totale overwogen uitgave goed te keuren, meer bepaald € 899.532,39, waarvan € 750.000 vast te leggen op artikel 878/725-60/52 van de buitengewone begroting 2024 en € 149.532,39 vast te leggen op artikel 878/732-60/93 van de buitengewone begroting 2024;
- De overdracht van de onderhavige beraadslaging aan de diensten van de Voogdij goed te keuren;
- De Milieudienst overigens toe te staan de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning (unieke vergunning) voor dit project in te dienen.

---

## DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

### Service vert - Groendienst

#### 18 **Règlement relatif à la distribution de copeaux de bois communaux aux projets collectifs et aux particuliers ucclois**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 28 janvier 2021, l'Assemblée avait approuvé la Convention relative à l'octroi d'un subside par Innoviris dans le cadre du programme « Experimental Platforms 2020 » pour la participation au projet Carbone qui entendait expérimenter des techniques de recircularisation de tous les flux de déchets verts (feuilles, pelouses, branchages, gros bois) au sein de plusieurs administrations communales bruxelloises ainsi que Bruxelles Mobilité pour la période 2021-2024;

Vu qu'en séance du 25 janvier 2024, l'Assemblée a approuvé la Convention relative à l'octroi d'un subside par Bruxelles Environnement dans le cadre de l'appel à projet Actions Climat pour le projet « Composts communaux et circularité des matières gérées dans les espaces verts » pour la période 2024-2026, visant à poursuivre et pérenniser les pratiques mises en place depuis 2021;

Vu le volet administration du Programme d'Actions Climat (PAC) adopté par Conseil communal le 25 avril 2024;

Vu la fiche ZD3 du PAC : « Poursuivre la circularisation des déchets verts » dont l'objectif « Recirculariser les déchets verts issus de l'entretien des espaces verts communaux sur le territoire d'Uccle »;

Vu l'action 1.2 de la fiche ZD3 « Systématiser la valorisation du broyat issu de l'élagage et de la taille de haies » qui propose « La redistribution en don aux projets collectifs et aux Ucclois(es) (dont potagers et composts collectifs) »;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets et des dispositions connexes (« Brudalex »);

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Considérant que dans le cadre du projet Carbone la Commune a augmenté sa production de broyat grâce à la circualisation des matières végétales, évitant ainsi son export, et à l'équipement du service vert;

Considérant que dans le cadre de ce même projet la Commune a travaillé sur la mise en bien commun du broyat du territoire ucclois;

Considérant que l'ajout de broyat au sol présente plusieurs avantages pour les espaces végétalisés, les potagers et composts collectifs;

Considérant que le service vert reçoit tous les ans des demandes de broyat de la part de projets citoyens ou de particuliers;

Considérant que ces livraisons s'effectuaient au cas par cas à chaque nouvelle demande;

Considérant que cette redistribution de broyat a représenté en 2023 environ 70 m<sup>3</sup>;

Considérant que ces livraisons demandent beaucoup de temps aux équipes pour planifier chaque rendez-vous et se déplacer;

Considérant qu'en séance du 30 janvier 2024, le Collège a approuvé la procédure interne de redistribution du broyat communal et sa mise en action;

Considérant que ladite procédure interne établit un ordre de priorité pour l'usage et la redistribution du broyat : le service vert est prioritaire pour utiliser le broyat pour les besoins du service dans les espaces verts et le mésocompost, ensuite les services communaux et écoles communales, puis les projets collectifs (potagers collectifs, composts de quartiers) et enfin les particuliers uclois;

Considérant que le service vert souhaite respecter des principes de transparence, d'égalité et de nondiscrimination dans la redistribution de son broyat communal;

Vu le projet de règlement relatif à la distribution de copeaux de bois communaux aux projets collectifs et aux particuliers uclois;

Considérant que le service juridique a été consulté pour contribuer à l'élaboration du règlement;

Décide :

d'approuver le projet de règlement relatif à la distribution de copeaux de bois communaux aux projets collectifs et aux particuliers uclois.

---

## **Reglement betreffende de verdeling van gemeentelijke houtkrullen aan collectieve projecten en Ukkelse particulieren**

De raad,

Aangezien de vergadering in zitting van 28 januari 2021 de overeenkomst heeft goedgekeurd betreffende de toekenning van een subsidie door Innoviris in het kader van het programma "Experimental Platforms 2020" voor de deelname aan het Koolstofproject dat tot doel heeft te experimenteren met hercirculatietechnieken voor alle groene afvalstromen (bladeren, grasperken, takken, groot hout) binnen verschillende Brusselse gemeentebesturen en Brussel Mobiliteit voor de periode 2021-2024;

Aangezien de vergadering in zitting van 25 januari 2024 de overeenkomst heeft goedgekeurd betreffende de toekenning van een subsidie door Leefmilieu Brussel in het kader van de oproep tot klimaatactieprojecten voor het project "Gemeentelijke composteersites en circulariteit van materialen die in groene ruimten worden beheerd" voor de periode 2024-2026, gericht op het voortzetten en bestendigen van de praktijken uitgevoerd sinds 2021;

Gelet op het administratief luik van het klimaatactieprogramma (KAP), goedgekeurd door de gemeenteraad op 25 april 2024;

Gelet op fiche ZW3 van het KAP: "Het hergebruik van het groenafval voortzetten", waarvan de doelstelling is "Het groenafval afkomstig van het onderhoud van de gemeentelijke groene ruimtes op het grondgebied van Ukkel hergebruiken";

Gelet op actie 1.2 van fiche ZW3 "De valorisatie van het haksel afkomstig van het snoeien van hagen systematiseren", waarin wordt voorgesteld "De herverdeling als schenking aan de collectieve projecten en aan de Ukkelaars (waaronder collectieve moestuinen en composten)";

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 juni 2022 tot wijziging van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen en gelinkte bepalingen ("Brudalex");

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Aangezien de gemeente in het kader van het Koolstofproject haar productie van houtsnippers heeft verhoogd dankzij de circulatie van plantaardig materiaal, waardoor de uitvoer ervan wordt vermeden, en dankzij de uitrusting van de Groendienst;

Aangezien de gemeente in het kader van ditzelfde project heeft gewerkt aan het bundelen van houtsnippers op het Ukkelse grondgebied;

Aangezien de toevoeging van houtsnippers aan de bodem een aantal voordelen heeft voor groene zones, moestuinen en collectieve composteringen;

Aangezien de Groendienst elk jaar aanvragen voor houtsnippers ontvangt van burgerprojecten of particulieren;

Aangezien deze leveringen per geval werden gedaan voor elke nieuwe aanvraag;

Aangezien deze herverdeling van houtsnippers ongeveer 70 m<sup>3</sup> vertegenwoordigde in 2023;

Aangezien deze leveringen veel tijd vergen voor de teams om elke afspraak te plannen en om zich te verplaatsen;

Aangezien het college in zitting van 30 januari 2024 de interne procedure voor de herverdeling van gemeentelijke houtsnippers en de uitvoering ervan heeft goedgekeurd;

Aangezien deze interne procedure een rangorde vastlegt voor het gebruik en de herverdeling van houtsnippers: de Groendienst heeft voorrang voor het gebruik van de snippers voor de behoeftes van de dienst voor groene ruimtes en compostering, dan gemeentelijke diensten en gemeentelijke scholen, dan collectieve projecten (collectieve moestuinen, buurtcompost) en ten slotte Ukkelse particulieren;

Aangezien de Groendienst de principes van transparantie, gelijkheid en niet-discriminatie wenst te respecteren bij de herverdeling van haar gemeentelijke houtsnippers;

Gelet op het reglement betreffende de verdeling van gemeentelijke houtkrullen aan collectieve projecten en Ukkelse particulieren;

Aangezien de juridische dienst werd geraadpleegd om mee te werken aan de opstelling van het reglement;

Beslist:

zijn goedkeuring te verlenen aan het reglement betreffende de verdeling van gemeentelijke houtkrullen aan collectieve projecten en Ukkelse particulieren.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

### Education - Onderwijs

#### 19 Enseignement communal.- Modification des Règlements de travail - Enseignement ordinaire, spécialisé, artistique (ESHAR)

Le Conseil,

Attendu que les règlements de travail de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ont été modifiés suite à la publication d'un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mars 2024

Que les modifications portent sur l'intégration d'un article fixant le droit à la déconnexion; Que ses modifications sont reprises :

- RT Enseignement ordinaire : p 23 – article 39bis
- RT Enseignement spécialisé : p 24 – article 40 bis
- RT ESHAR : p 11 – article 21 quater

Que les projets de modification ont fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Paritaire Locale (COPALOC) en date du jeudi 16 mai 2024;

Que le règlement de travail doit être également adopté par le pouvoir organisateur;

Qu'il entre en vigueur le 1er jour ouvrable qui suit son adoption;

Qu'une copie doit être transmise dans les 8 jours de l'entrée du règlement, à l'Inspection du travail, Décide :

- d'adopter les règlements de travail du personnel directeur, enseignant et assimilé pour l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, secondaire ordinaire et spécialisé et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

- de transmettre une copie du règlement à l'Inspection du travail.

---

#### Gemeenteonderwijs - Wijziging van de arbeidsreglementen - Gewoon, gespecialiseerd en kunstonderwijs (ESHAR)

De raad,

Aangezien de arbeidsreglementen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en het secundair kunstonderwijs met beperkt rooster gewijzigd werden ingevolge de publicatie van een besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 maart 2024;

Aangezien de wijzigingen betrekking hebben op de integratie van een artikel dat het recht op deconnectie vastlegt;

Aangezien deze wijzigingen werden opgenomen:

- AR Gewoon onderwijs: p 23 - artikel 39bis
- AR Gespecialiseerd onderwijs: p 24 - artikel 40 bis
- AR ESHAR: p 11 - artikel 21 quater

Aangezien de ontwerpwijzigingen een gunstig advies hebben gekregen van de plaatselijke paritaire commissie (PLAPACO) op donderdag 16 mei 2024;

Aangezien het arbeidsreglement ook goedgekeurd moet worden door de inrichtende macht;

Aangezien het in werking treedt op de eerste werkdag na de goedkeuring ervan;

Aangezien er binnen de 8 dagen na de inwerkingtreding van het reglement een kopie bezorgd moet worden aan de arbeidsinspectie,

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan de arbeidsreglementen van het directie-, onderwijs- en gelijkgesteld personeel van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en het secundair kunstonderwijs met beperkt rooster; - een kopie van het reglement over te maken aan de arbeidsinspectie.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

### **Culture - Cultuur**

#### **20 Culture.- Subside aide à la création artistique 2024.**

Le Conseil,

Attendu que le Collège échevinal, en séance du 1er septembre 2020, a marqué son accord sur la création d'un dispositif d'aide à la création sous la forme d'un subside;

Attendu que le montant alloué à ce dispositif 'Aide à la création artistique' s'élève à 10.000 €;

Attendu que le règlement de l'appel à projets est modifié en fonction des années pour permettre de soutenir plus spécifiquement certaines formes artistiques ;

Attendu que le service Culture souhaite revenir en 2024 à la version initiale du dispositif d'aide à la création proposé en 2020 et dont le règlement et le formulaire, en pièces jointes, ont déjà été approuvés par le Conseil communal en séance du 1er octobre 2020;

Attendu que ce règlement prévoit la sélection de 10 lauréat(e)s avec l'octroi d'un subside de 1.000 € par lauréat(e);

Attendu que ce règlement prévoit la production et création d'œuvres d'art par des artistes uclois(e)s toutes disciplines confondues (arts plastiques et visuels, arts numériques, arts de la scène, littérature,...);

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'approuver la mise en application du règlement relatif au dispositif d'aide à la création artistique en annexe.

---

#### **Cultuur.- Subsidie steun aan de artistieke creatie 2024.**

De Raad,

Aangezien het schepencollege in zitting van 1 september 2020 zijn goedkeuring verleend heeft aan de invoering van een voorziening voor hulp bij de creatie in de vorm van een subsidie;

Aangezien dat het bedrag dat voor deze regeling 'Steun voor creatie' is toegewezen, 10.000 € bedraagt;

Aangezien dat het reglement van de projectoproep jaarlijks wordt aangepast om bepaalde kunstvormen specifiek te ondersteunen;

Aangezien de dienst Cultuur wil terugkeren naar de oorspronkelijke versie van de voorziening voor hulp bij de creatie die in 2020 voorgesteld werd en waarvan het reglement en het formulier, als bijlagen, al zijn goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 1 oktober 2020; Aangezien dit reglement de selectie van 10 winnaars voorziet met een bedrag van € 1.000 per winnaar;

Aangezien dit reglement de productie en creatie van kunstwerken van alle disciplines voorziet (beeldende en visuele kunsten, digitale kunsten, podiumkunsten, literatuur, ...); Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen; Beslist:

- de toepassing van het bijgevoegde reglement met betrekking tot de voorziening voor hulp bij de creatie goed te keuren.

---

## 21 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek. - Addendum au reglement général régional des Bibliothèques néerlandophones bruxelloises. - Modification des articles 25 et 30.**

Le Conseil,

Attendu que le conseil communal a validé le règlement régional des Bibliothèques néerlandophones le 29 septembre 2022 ;

Attendu qu'après un an et demi d'utilisation, les bibliothécaires ont souhaité apporter deux changements ;

Que ces changements seront intégrés via un addendum au règlement existants et que les articles concernés, 25 et 30 ont été modifiés de la manière suivante :

Que l'article 25

« La réservation d'articles prêtés ou en bibliothèque est gratuite. Cela peut se faire de préférence en ligne via « Mijn Bibliotheek » ou à l'accueil, en envoyant un e-mail ou en téléphonant à la bibliothèque où vous souhaitez réserver l'article. Vous devez pour ce faire disposez de votre carte de membre »

Devient :

Art 25. «La réservation d'articles prêtés ou en bibliothèque est gratuite. Cela peut se faire de préférence en ligne via « Mijn Bibliotheek » ou à l'accueil, en envoyant un e-mail ou en téléphonant à la bibliothèque où vous souhaitez réserver l'article. Vous devez pour ce faire disposez de votre carte de membre. Les Bibliothèques peuvent décider de concert d'exclure certains articles de la préservation. »

Que l'article 30

« Vous pouvez imprimer sur papier. Les coûts d'impression sont repris dans le tableau en annexe » devient

«Vous pouvez imprimer sur papier dans les bibliothèques qui proposent ce service. Demandez à votre bibliothécaire ce qui est disponible. Les coûts d'impression sont repris dans le tableau en annexe ;

Que le collègue de la VGC a marqué son accord sur cet addendum;

Attendu que l'addendum se trouve en annexe,

Décide

-d'autoriser la ratification de l'addendum au règlement régional des Bibliothèques néerlandophones.

---

## **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek. - Addendum bij het algemene regionale reglement van de Brusselse Nederlandstalige bibliotheken. - Wijziging van de artikelen 25 en 30.**

De Raad,

Gelet op het feit dat de gemeenteraad op 29 september 2022 het regionale reglement van de Nederlandstalige bibliotheken heeft goedgekeurd;

Gelet op het feit dat de bibliothecarissen na anderhalf jaar gebruik twee wijzigingen hebben willen doorvoeren;

Gelet op het feit dat deze wijzigingen zullen worden opgenomen via een addendum bij het bestaande reglement en dat de betreffende artikelen, 25 en 30, als volgt zijn gewijzigd:

Artikel 25 :

“U kunt uitgeleende of aanwezige materialen gratis reserveren. Dat kan bij voorkeur online via ‘Mijn Bibliotheek’ of aan de balie, via een e-mail of telefonisch bij de bibliotheek waar u de materialen wilt reserveren. U hebt uw lidkaart hiervoor nodig.” wordt :

“U kunt uitgeleende of aanwezige materialen gratis reserveren. Dat kan: bij voorkeur online via ‘Mijn Bibliotheek’; of aan de balie, via een e-mail of telefonisch bij de bibliotheek waar u de materialen wil reserveren. U hebt hiervoor uw lidkaart nodig. De Brusselse bibliotheken kunnen gezamenlijk beslissen om bepaalde materialen uit te sluiten van de mogelijkheid om ze te reserveren.” Artikel 30

“U kunt printen op papier. Hoeveel een print kost, vindt u in de tabel in de bijlage” wordt

“U kunt printen op papier in de bibliotheken die deze dienst aanbieden. Vraag uw bibliotheek wat er beschikbaar is. Hoeveel een print kost, vindt u in de tabel in de bijlage.”

Gelet het College van de VGC het reglement heeft goedgekeurd,

Gelet het Addendum in bijlage is,

Beslist

-de ratificatie van het addendum bij het regionale reglement van de Nederlandstalige bibliotheken goed te keuren.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

### **Solidarité internationale - Internationale solidariteit**

#### **22 Conseil consultatif de la solidarité internationale - rapport d'activité 2023 – pour information**

Le Conseil,

Vu l'article 15 des statuts du Conseil consultatif de la solidarité internationale (CCSI), approuvés par le Conseil communal le 24/06/2021 et stipulant que chaque année, la Présidente adresse au Collège des Bourgmestre et Echevins un rapport général sur l'activité du Conseil durant l'année civile écoulée;

Décide: de prendre connaissance du rapport d'activité annuel du CCSI pour

l'année 2023.

---

#### **Adviesraad Internationale Solidariteit - Activiteitenverslag 2023 - ter informatie**

De Raad,

Gelet op artikel 15 van het statuut van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (CCSI), goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24/06/2021, dat bepaalt dat de voorzitter elk jaar aan het College van burgemeester en schepenen een algemeen verslag over de activiteiten van de raad tijdens het vorige kalenderjaar toezendt;

Beslist:

kennis te nemen van het jaarlijkse activiteitenverslag van de CCSI voor 2023.

---

#### **23 Solidarité Internationale. - Adhésion au réseau « Territoires de la mémoire » » et désignation de deux membres - Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu que le service de la Solidarité Internationale compte parmi ses objectifs de développer des actions d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire en vue de sensibiliser les citoyen(ne)s, les écoles et le personnel communal aux droits humains ;

Vu que le centre d'éducation à la résistance et à la citoyenneté « Territoires de la Mémoire » développe diverses initiatives auprès des enfants, des jeunes et des adultes pour transmettre le passé et encourager l'implication de toutes et tous dans la construction d'une société démocratique garante des libertés fondamentales ;

Vu que le réseau « Territoires de la Mémoire » est reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles comme association d'éducation permanente ainsi que comme Centre de Ressources dans le cadre du décret relatif à la transmission de la Mémoire ;

Considérant que l'association compte à ce jour 223 communes, 4 provinces et le parlement Wallon (voir en annexe la liste des entités membres) et qui ont pour engagement en tant que membres de participer à :

- La sensibilisation et la résistance face aux dangers des idéologies haineuses ;
- La transmission des valeurs démocratiques ;
- La diffusion des outils et ressources pédagogiques ;
- La construction d'une société progressiste, libre et solidaire ;

Considérant que les membres du réseau ont accès aux avantages suivants :

- Une plaque Territoire de Mémoire et un accompagnement méthodologique pour l'organisation de sa pose officielle ;
- Sur demande, une formation du personnel communal ou d'établissement scolaire sur les questions relatives à la lutte contre les discriminations, la xénophobie, le racisme et les idées libéricides par le biais d'une séquence de formation (sur demande) ;
- Une participation aux activités annuelles, incluant l'apport d'une expérience méthodologique et pédagogique dans l'organisation d'activités en rapport avec les thématiques de l'association ;
- Une communication régulière sur les calendriers d'événements de l'association ;
- Une réduction de 20 % sur la location des expositions itinérantes des Territoires de la Mémoire asbl ;
- L'abonnement à la revue semestrielle Aide-Mémoire : une version papier adressée aux administrations et aux bibliothèques de l'entité membre, ainsi qu'un envoi numérique via les adresses au choix (sur remise d'une liste de contacts) ;
- La mention de l'entité membre dans la revue semestrielle Aide-Mémoire, les supports de promotion générale et le site Internet des Territoires de la Mémoire asbl ;
- Un soutien pour le transport des classes provenant d'établissements scolaires à l'entité communale, souhaitant visiter l'exposition permanente tout public à partir de 11 ans « Plus jamais ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui », un soutien logistique et éventuellement financier pour les demandes de transport, sous réserve de disponibilité logistique et budgétaire ;

Considérant qu'une offre d'activités prévues en 2024 est à consulter en annexe du présent rapport ;



Considérant qu'une convention entre la commune d'Uccle et le réseau d'une durée d'un an (deux fois renouvelable par tacite reconduction) fixe les modalités du partenariat (voir annexe);

Considérant que l'adhésion au réseau se fait au moyen d'une contribution adaptée en fonction du nombre d'habitants de l'entité membre (0,025 EUR par habitant) ;

Considérant que sur base du dernier recensement datant du 01 mars 2024 comptait 87.194 habitants dans la commune d'Uccle et que le prix d'adhésion est de ce fait fixé à 2.180,00 EUR ;

Considérant qu'il est proposé d'engager et de dépenser 2.180,00 EUR sur l'article budgétaire 15002/124-48/ - /64;

Considérant que le montant disponible globalisé du service est suffisant (équivalent à 38.644,67€ comprenant les articles : 15001/123-16/-/64, 15001/124-48/-/64, 15002/123/-/64, 15002/124-48/-/64) et que l'article sera régularisé lors d'une prochaine modification budgétaire ;

Considérant qu'il est proposé de désigner l'Echevin(e) de la Solidarité Internationale et l'Echevin(e) de l'éducation comme membres dudit réseau ;

Décide :

- d'approuver la convention d'adhésion de la Commune d'Uccle au réseau « Territoires de la Mémoire » ci-annexée;

- d'approuver l'engagement de la dépense d'un montant de 2.180,00 EUR afin d'adhérer au réseau sur l'article 15002/124-48/-/64 ;

- de désigner l'Echevin(e) de la Solidarité Internationale et l'Echevin(e) de l'éducation comme membres dudit réseau.

---

### **Internationale Solidariteit.- Toetreding tot het netwerk "Territoires de la Mémoire" en aanduiding van twee leden.**

De raad,

Aangezien een van de doelstellingen van de dienst Internationale Solidariteit erin bestaat acties rond wereldburgerschapeducatie te ontwikkelen om de burgers, de scholen en het gemeentepersoneel te sensibiliseren voor de mensenrechten;

Aangezien het opleidingscentrum voor verzet en burgerzin "Territoires de la Mémoire" verschillende initiatieven voor kinderen, jongeren en volwassenen ontwikkelt om het verleden over te dragen en de betrokkenheid van iedereen in de bouw van een democratische samenleving die garant staat voor de fundamentele vrijheden aan te moedigen;

Aangezien het netwerk "Territoires de la Mémoire" door de Federatie Wallonië-Brussel erkend is als een vereniging van permanente vorming en als kenniscentrum in het kader van het decreet betreffende de overdracht van de herinnering;

Overwegende dat de vereniging vandaag 223 gemeentes, 4 provincies en het Waals Parlement telt (zie de lijst van de leden in de bijlage), die zich er als lid toe verbonden hebben bij te dragen aan:

- De sensibilisering voor en het verzet tegen de gevaren van haatdragende ideologieën;
- De overdracht van de democratische waarden;

- De verspreiding van pedagogische tools en instrumenten;
- De bouw van een progressieve, vrije en solidaire samenleving;

Overwegende dat de leden van het netwerk toegang hebben tot de volgende voordelen:

- Een plaat Territoire de Mémoire en een systematische begeleiding voor de organisatie van de officiële plaatsing ervan;
- Op aanvraag, een opleiding van het personeel van de gemeente of van de school over dekwesties in verband met de strijd tegen discriminatie, xenofobie, racisme en vrijheidsberovende ideeën door middel van een reeks opleidingen (op aanvraag);
- Deelname aan de jaarlijkse activiteiten, inclusief de inbreng van methodologische en pedagogische ervaring in de organisatie van activiteiten in verband met de thema's van de vereniging; - Een regelmatige communicatie over de planning van de evenementen van de vereniging;
- 20 % korting op de huur van de reizende tentoonstellingen van vzw Territoires de la Mémoire;
- Een abonnement op het halfjaarlijks tijdschrift Aide-Mémoire: een papieren versie opgestuurd naar het bestuur en de bibliotheken van het lid en een digitale verzending via de adressen naar keuze (na indiening van een contactenlijst);
- De vermelding van het lid in het halfjaarlijks tijdschrift Aide-Mémoire, op de algemeenpromotiedragers en op de website van vzw Territoires de la Mémoire;
- Ondersteuning voor het vervoer van de klassen van scholen van de gemeentelijke entiteit diende permanente tentoonstelling voor iedereen vanaf 11 jaar "Plus jamais ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui" willen bezoeken, logistieke en eventueel financiële ondersteuning voor de vervoeraanvragen, onder voorbehoud van de logistieke en budgettaire beschikbaarheid;

Overwegende dat een aanbod van in 2024 geplande activiteiten geraadpleegd kan worden in de bijlage bij het onderhavige verslag;

Overwegende dat een overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en het netwerk met een duur van 1 jaar ( 2 keer automatisch hernieuwbaar) de modaliteiten van de samenwerking vastlegt (zie bijlage);

Overwegende dat de toetreding tot het netwerk tot stand komt door middel van een bijdrage aangepast aan het aantal inwoners van het lid (€ 0,025 per inwoner);

Overwegende dat de gemeente Ukkel op basis van de laatste telling van 1 maart 2024 87.194 inwoners telde en de prijs voor het lidmaatschap hierdoor vastgelegd werd op € 2.180,00;

Overwegende dat voorgesteld wordt € 2.180,00 vast te leggen en uit te geven op begrotingsartikel 15002/124-48/ - /64;

Overwegende dat het totale voor het departement beschikbare bedrag toereikend is (38 644,67 euro voor de volgende artikelen: 15001/123-16/-/64, 15001/124-48/-/64, 15002/123/-/64, 15002/124-48//64) en dat het artikel in een toekomstige begrotingswijziging zal worden geregulariseerd;

Overwegende dat voorgesteld wordt de schepen van Internationale Solidariteit en de schepen van Onderwijs aan te duiden als lid van dit netwerk;

Beslist:

- De overeenkomst voor de toetreding van de gemeente Ukkel tot het netwerk "Territoires de la Mémoire" goed te keuren;
  - De vastlegging en de uitgave van een bedrag van € 2.180,00 om toe te treden tot het netwerk goed te keuren op artikel 15002/124-48/ - /64;
  - De schepen van Internationale Solidariteit en de schepen van Onderwijs aan te duiden als lid van dit netwerk.
- 

## Participation citoyenne - Burgerparticipatie

### 24 Participation citoyenne.- Sélection des projets lauréats du budget participatif 2024 - engagement de la dépense - Mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 19 septembre 2023, le Collège a approuvé le lancement de troisième édition du budget participatif ;

Attendu que suite à l'appel à projets organisé dans le cadre du budget participatif lancé en décembre 2023, 20 propositions ont été retenues après l'analyse des services techniques de l'administration ;

Attendu qu'un projet retenu s'est retiré du processus en cours de route ;

Attendu que dès lors 19 projets ont été soumis au vote des Ucclois(e)s ;

Que les citoyens ucclois avaient trois possibilités pour voter : en ligne sur la plateforme Monopinion, en téléchargeant le formulaire de vote et l'envoyant par email au service Participation Citoyenne, via le formulaire de vote papier disponible dans 10 lieux suivants : Centre Administratif d'Uccle, Centre Culturel d'Uccle, Bibliothèque du Centre, Bibliothèque du Homborch, Bibliothèque-Médiathèque Le Phare, Bibliothèque Néerlandophone, Salle Omnisport Saint-Job, Salle de sport Neerstalle, Ferme Rose, GC Het Huys ;

Attendu que, durant ces 4 semaines, chaque citoyen(ne) âgé(e) d'au moins 14 ans et résidant à Uccle a pu voter pour ses deux projets préférés ;

Attendu que le dépouillement a été effectué par le service de la participation citoyenne sous le contrôle de deux membres représentants des « projets partagés » se portant volontaires ;

Attendu que durant la journée de dépouillement un procès-verbal a été dressé par le service participation citoyenne et validé par les citoyennes présentes ;

Attendu que tous les détails du dépouillement des votes se trouvent en annexe de ce rapport ;

Attendu que suite à cette phase de vote, au total, 3.458 votes valides ont été comptabilisés : 1.526 votes ont été récoltés via la plateforme Monopinion et 1.941 votes ont été reçus via les urnes et par email ;

Attendu que les cinq projets ayant récolté le plus de votes sont les suivants :

1. **Uccle à pied Saint Job** avec un total de 416 votes pour un budget de 10.000€
2. **Bosquet de l'Amour** avec un total de 414 votes pour un budget de 40.000€

3. **Bougeons !** avec un total de 359 votes pour un budget de 25.000€
4. **Pousse-Pousse à la Cité de Messidor** avec un total de 341 votes et pour un budget de 50.000€
5. **Les matinales du Parvis Saint-Pierre** avec un total de 292 votes et pour un budget de 20.000€

Attendu que le montant total estimé pour les cinq projets ayant obtenu le plus de votes s'élève dès lors à 145.000 euros;

Attendu que les 5.489,5 euros restants seront redistribués en fonction des besoins estimés par les services techniques en cours de réalisation des projets ;

Décide :

- de prendre acte des résultats de la troisième édition Budget participatif;

- d'autoriser l'engagement de la somme totale de 150.489,5 euros à l'article 000/724-60/-/17 de l'exercice 2024 afin de réaliser les projets lauréats du Budget participatif soit :

1. **Uccle à pied Saint Job** avec un total de 416 votes pour un budget de 10.000€ ;
2. **Bosquet de l'Amour** avec un total de 414 votes pour un budget de 40.000€ ;
3. **Bougeons !** avec un total de 359 votes pour un budget de 25.000€ ;
4. **Pousse-Pousse à la Cité de Messidor** avec un total de 341 votes et pour un budget de 50.000€
5. **Les matinales du Parvis Saint-Pierre** avec un total de 292 votes et pour un budget de 20.000€ .

---

### **Burgerinspraak.- selectie van de winnende projecten van het participatief budget voor 2024 vastlegging van de totale som.**

De Raad,

Aangezien het college in zitting van 19 september 2023 de lancering van de derde editie van het Participatief budget goedgekeurd heeft;

Aangezien ingevolge de projectoproep georganiseerd in het kader van het Participatief budget en gelanceerd in december 2023 20 voorstellen geselecteerd werden na de analyse door de technische diensten van het bestuur;

Aangezien een geselecteerd project zich tijdens de procedure teruggetrokken heeft;

Aangezien de Ukkelaars bijgevolg voor 19 projecten konden stemmen;

Aangezien de Ukkelse burgers drie mogelijkheden hadden om te stemmen: online op het platform MyOpinion, door het stemformulier te downloaden en het via e-mail op te sturen naar de dienst Burgerinspraak of via het papieren stemformulier, dat beschikbaar was op de volgende 10 locaties: Administratief Centrum van Ukkel, Cultureel Centrum van Ukkel, bibliotheek Centre, bibliotheek Homborch, bibliotheek-mediatheek Le Phare, Nederlandstalige bibliotheek, omnisportzaal Sint-Job, sporthal Neerstalle, Hof ten Hove, GC Het Huys;

Aangezien alle burgers van 14 jaar en ouder en woonachtig in Ukkel gedurende deze 4 weken konden stemmen op hun twee favoriete projecten;

Aangezien de analyse verricht werd door de dienst Burgerinspraak, onder toezicht van twee vrijwillige leden die "gedeelde projecten" vertegenwoordigden;

Aangezien er tijdens de analysedag een verslag opgesteld werd door de dienst Burgerinspraak, dat bekrachtigd werd door de aanwezige burgers;

Aangezien alle details van de analyse van de stemmen in de bijlage bij dit verslag staan;

Aangezien na deze stemfase in totaal 3.458 geldige stemmen geteld werden: 1.526 stemmen via het platform MyOpinion en 1.941 stemmen via de stembussen en via e-mail;

Aangezien de vijf projecten met de meeste stemmen de volgende zijn:

1. **Ukkel te voet Sint-Job** met in totaal 416 stemmen voor een budget van € 10.000
2. **Liefdesbos** met in totaal 414 stemmen voor een budget van € 40.000
3. **Bewegen!** met in totaal 359 stemmen voor een budget van € 25.000
4. **Pousse-Pousse in wijk Messidor** met in totaal 341 stemmen voor een budget van € 50.000
5. **De ochtenden op het Sint-Pietersvoorplein** met in totaal 292 stemmen voor een budget van € 20.000;

Aangezien het geraamd totaalbedrag voor de vijf projecten met de meeste stemmen bijgevolg 145.000 euro beloopt;

Aangezien de overige 5.489,50 euro tijdens de verwezenlijking van de projecten herverdeeld zal worden naargelang de door de technische diensten geraamde behoeften;

Beslist:

- Akte te nemen van de resultaten van de derde editie van het Participatief budget;

- de vastlegging van de totale som van € 150.489,50 op artikel 000/724-60/-/17 van het dienstjaar2024 toe te staan om de winnende projecten van het Participatief budget te verwezenlijken, hetzij:

1. **Ukkel te voet Sint-Job** met in totaal 416 stemmen voor een budget van € 10.000;
2. **Liefdesbos** met in totaal 414 stemmen voor een budget van € 40.000;
3. **Bewegen!** met in totaal 359 stemmen voor een budget van € 25.000;
4. **Pousse-Pousse in wijk Messidor** met in totaal 341 stemmen voor een budget van € 50.000;
5. **De ochtenden op het Sint-Pietersvoorplein** met in totaal 292 stemmen voor een budget van € 20.000.

## Recette - Ontvangerij

### 25 **Compte 2023.**

Le Conseil,

Vu l'article 78 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'article 240 de la nouvelle loi communale;

Attendu que le compte 2023 est clôturé et annexé; Vu les annexes explicatives constituant un recueil séparé;

Décide d'arrêter le compte 2023.

---

### **Rekening 2023**

De Raad,

Gelet op artikel 78 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 betreffende het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding; Gelet op artikel 240 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de rekening 2023 afgesloten is en bijgevoegd is; Gelet op de afzonderlijke verklarende bijlagen, Beslist de rekening 2023 vast te stellen.

---

### 26 **Budget 2024.-Modifications budgétaires 1 et 2.**

Le Conseil,

Considérant qu'il convient à l'Assemblée de soumettre au vote du Conseil communal les modifications budgétaires n° 1 et 2 du budget 2024;

Vu que ces modifications reprennent l'adaptation de différents crédits de recettes et de dépenses du service ordinaire et extraordinaire;

Considérant que nous joignons, en annexe, les cahiers reprenant les articles modifiés;

Décide d'approuver les modifications budgétaires influençant les résultats du budget 2024 telles qu'elles se présentent :

#### 1°)SERVICE ORDINAIRE (M.B. N°1)

A. RESULTAT EX. ORDINAIRE BUDGET INITIAL	Boni	2.472.843,35	
B. RESULTAT DE LA MB 1 (hors injection boni)	Mali	-209.167,71	
C.=A+B NOUVEAU RESULTAT EX. PROPRE	Boni		2.263.675,64
D. RESULTAT EX. ANTERIEURS BUDGET INITIAL	Boni	10.000.000,00	
E. INJECTION BONI 2023 ORDINAIRE	Boni	4.927.826,90	F=C+D+E RESULTAT
EX.GLOBAL	Boni	17.191.502,54	

#### 2°)SERVICE EXTRAORDINAIRE (M.B. N°2)

L'augmentation des dépenses de l'exercice de la MB 2 (2.878.805,21 €) est compensée par une augmentation équivalente des recettes de financement (696.844,72 € de fonds de réserve, 863.878,80 € d'emprunts, 1.296.481,69 € de subsides et 21.600,00 € de ventes). Et le résultat général du service extraordinaire atteint à présent - 60.387.883,31€.

---

### **Begroting 2024.- Begrotingswijzigingen 1 en 2.**

De Raad,

Overwegende dat de vergadering begroingswijzigingen 01 en 02 van de begroing 2024 ter goedkeuring moet voorleggen aan de gemeenteraad;

Aangezien deze wijzigingen de aanpassing omvatten van verschillende kredieten inzake ontvangsten en uitgaven van de gewone en de buitengewone dienst;

Overwegende dat we de gewijzigde artikels als bijlage hebben toegevoegd,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begroingswijzigingen die een invloed hebben op de resultaten van de begroing 2024, als volgt :

#### 1°) GEWONE DIENST (BW1)

A. RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR OORSPRONKELIJKE BEGROTING	Overschot	2.472.843,35
B. RESULTAAT VAN BW 1	Tekort	-209.167,71
C=A+B NIEUW RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR	Overschot	2.263.675,64
D. RESULTAAT VOORGAANDE DIENSTJAREN OORSPRONKELIJKE BEGROTING	Overschot	10.000.000,00
E. INJECTIE OVERSCHOT 2023 GEWONE DIENST	Overschot	4.927.826,90
F=C+D+E RESULTAAT GLOBAAL DIENSTJAAR	Overschot	17.191.502,54

#### 2°) BUITENGEWONE DIENST (BW2)

De s jging van de uitgaven van het dienstjaar van BW 2 (€ 2.878.805,21) wordt gecompenseerd door een overeenkomstige s jging van financieringsontvangsten (€ 863.878,80), reservefonds (€ 696.844,72), verkopen (€ 21.600,00). En het algemene resultaat van de buitengewone dienst is nu €- 60.387.883,31 .

---

## 27 **Budget 2023.- Modifications budgétaires N°s 98 et 99.**

Le Conseil,

Vu que la modification budgétaire n° 98 du service ordinaire de l'exercice 2023, conformément aux prescriptions de la circulaire du Service public Régional de Bruxelles, relative à la clôture de l'exercice, porte sur les dépenses pour lesquelles une insuffisance de crédit a été constatée, sans compensation possible au sein de la même fonction budgétaire (en matière de rémunérations du personnel de l'enseignement, le remboursement de non-valeurs de droits constatés...);

Considérant que cette modification budgétaire diminue le résultat budgétaire de l'exercice propre ainsi que celui du résultat global;

Vu que la modification budgétaire n° 99 du service extraordinaire porte sur l'enregistrement de réajustements de crédits de dépenses,

Décide d'approuver les modifications budgétaires 98 ordinaire et 99 extraordinaire de 2023 dont les cahiers sont joints, en annexe.

---

## **Begroting 2023.-Begrotingswijzigingen Nrs 98 en 99.**

De Raad,

Aangezien de begrotingswijziging nr. 98 van de gewone dienst 2023, overeenkomstig de voorschriften van de omzendbrief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de afsluiting van het dienstjaar, betrekking heeft op de uitgaven waarvoor een krediettekort werd vastgesteld zonder mogelijke compensatie binnen dezelfde begrotingsfunctie (op het gebied van het personeel van het onderwijs, de terugbetaling van onwaarden van vastgestelde rechten...)

Aangezien het begrotingsresultaat van het eigen dienstjaar hiermee daalt, maar ook het globale resultaat;

Aangezien de begrotingswijziging nr. 99 van de buitengewone dienst betrekking heeft op de registratie van herzieningen van uitgavekredieten,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen 98 gewone dienst en 99 buitengewone dienst van 2023 waarvan de nota's in de bijlage werden toegevoegd.

---

28 **Gestion du stationnement payant.- Règlement redevances sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.- Recouvrement des créances non fiscales.- Contraintes.- Prise pour information.**

Le Conseil,

Vu l'article 137bis tel qu'ajouté par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 février 2014 publiée au Moniteur Belge du 2 avril 2014 modifiant la nouvelle loi communale stipulant :

"En vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles, le receveur peut établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins que si la dette est exigible, définitive et certaine. Le débiteur doit en outre avoir été préalablement mis en demeure par lettre recommandée. La commune peut charger des frais administratifs pour cette lettre recommandée. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent également être recouverts par l'exploit. Les dettes d'une personne morale de droit public ne peuvent jamais être récupérées par un exploit. Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation. En ce qui concerne l'accomplissement des missions visées dans le présent article, le receveur fait rapport, sous sa responsabilité, au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal";

Considérant que des créances sont connues des débiteurs qui disposaient d'un délai de 15 jours calendrier à compter de la date de l'invitation à acquitter la redevance de stationnement ;

Considérant que faute d'avoir reçu paiement des redevances susmentionnées, des mises en demeure ont été adressées à chaque débiteur par lettre recommandée ;

Considérant que les débiteurs disposaient d'un dernier délai de 30 jours à partir de la date d'envoi de la mise en demeure pour procéder au paiement ;

Qu'à ce jour, les débiteurs n'ont pas procédé au paiement de la (des) redevance(s), ni contesté ou demandé un plan d'apurement de leur dette à l'égard de la Commune ;

Considérant dès lors que les dettes sont exigibles, définitives et certaines conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale ;

Que par conséquent, le Receveur communal a établi une contrainte en vue de la récupération de chaque créance majorée des frais administratifs de la mise en demeure adressée par recommandé tels que prévus au Chapitre III articles 63 et 68 du règlement-redevance voté par le Conseil communal en séance du 15 décembre 2022,

Décide :

de prendre pour information la liste des 9.051 contraintes établies par le Receveur communal pour les créances non fiscales incontestées et exigibles.

---

**Beheer van het betalend parkeren.- Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.- Invordering van niet fiscale schuldvorderingen.dwangbevel.- Kennisneming.**

De raad,



Gelet op artikel 137bis zoals toegevoegd door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 februari 2014, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 2 april 2014, tot wijziging van de nieuwe gemeentewet:

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen, kan de ontvanger een door het college van burgemeester en schepenen gevisieerd en uitvoerbaar verklaard dwangbevel uitvaardigen. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een dwangbevel mag door het college slechts gevisieerd en uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, definitief en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten komen voor rekening van de schuldenaar en kunnen eveneens bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden.

Tegen het exploot kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening.

Met betrekking tot de vervulling van de opdrachten, bedoeld in dit artikel, rapporteert de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemeenteraad.";

Overwegende dat er schuldvorderingen gekend zijn van schuldenaars die beschikken over een termijn van 15 kalenderdagen vanaf de datum van het verzoek tot betaling van de parkeerretributie;

Overwegende dat er bij gebrek aan betaling van de bovenvermelde retributie ingebrekestellingen naar elke schuldenaar verstuurd worden per aangetekende brief;

Overwegende dat de schuldenaars over een laatste termijn van 30 dagen vanaf de verzendingsdatum van de ingebrekestelling beschikken om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat de schuldenaars tot op heden de retributie(s) betaald noch betwist hebben en ze geen afbetalingsplan van hun schuld tegenover de gemeente hebben aangevraagd;

Overwegende dat de schulden aldus opeisbaar, definitief en zeker zijn overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gemeenteontvanger een dwangbevel heeft opgesteld voor de recuperatie van elke schuldvordering, verhoogd met de administratieve kosten van de per aangetekende brief verstuurd ingebrekestelling zoals voorzien in hoofdstuk III artikels 63 en 68 van de retributieverordening, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 15 december 2022,

Beslist:

Beslist kennis te nemen van de lijst van 9.051 dwangbevelen, opgesteld door de gemeenteontvanger voor onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

### **Centrale des marchés - Opdrachtcentrale**

#### **29 Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes : - 21 mai 2024 : Culture. - Achat de matériel audio-visuel. - Approbation des conditions, firmes à consulter, procédure, attribution et engagement des dépenses - Application des articles 236 et 234§3 de la Nouvelle loi communale - Mode de financement - 9.939,22€ - Article: 762/744-98/70. - 21 mai 2024: Matériel et équipement pour les crèches communale 2024 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application des articles 234 §3 et 236 de la nouvelle loi communale.

- 31468,20€ - Article: 84401/744-98/40.

- 28 mai 2024: Asphaltage de la rue du Bourdon. - Exercice 2024.- Prise pour information de ladécision du Collège approuvant la dépense d'un montant de 196.761,44€ TVA comprise article 421/731-60/82, les documents du marché, la procédure de passation du marché.

- 28 mai 2024: Achat de matériel audio/vidéo pour l'organisation de manifestations festives,culturelles, sportives... - Procédure de faible montant - Marché de fournitures - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal. -Dépense envisagée : 16.329,15 € (hors tva), soit 19.788,27 € (tva 21% comprise), soit 18.000,00 € (majoration comprise +/- 10% et hors tva 21%), soit 21.780,00 € (majoration +/- 10% et tva 21% comprises)

- Article: 137/744-98/85. - 28 mai 2024: Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation de l'avenant 13 et du marché subséquent relatif à la commande 14 - Engagement de la dépense Mode de financement - Application des articles 234, § 3 et 236 de la nouvelle loi communale. 1.684,32 € - Article: 137/741-51/58.

- 4 juin 2024: Asphaltages quartier Coghen. - Exercice 2024.- Prise pour information de la décision du Collège approuvant la dépense d'un montant de 187.315,38€ TVA comprise article 421/73160/82, les documents du marché, la procédure de passation du marché.

- 4 juin 2024: Piscine Longchamp : réparation ponctuelle de l'étanchéité de la toiture - Marché detravaux - Marché de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché Engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil communal - Mode de financement. - Dépense envisagée : 18.150,00 € (majoration +/- 13% et tva 21% autoliquidation comprises), soit 13.188,00 € (hors majoration et tva 21% autoliquidation), soit 15.000,00 € (majoration +/- 13% comprise et hors tva) + montant tva 21% à verser au SPF Finances pour 3.150,00 € - Article: 764/724-60/85.

- 4 juin 2024: Centre Administratif d'Uccle - Extension de la régulation HVAC - Marché de travaux Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal - 169.400,00 € (tva 21% autoliquidation comprise), soit 140.000,00 € (hors tva) + montant tva à verser au SPF Finances :

29.400,00 € - Article: 137/724-60/85.

- 4 juin 2024: Ecole Longchamp - remplacement du revêtement sol souple de deux classes + carrelage Direction - Marché de travaux - Approbation du projet, du cahier spécial des charges, de l'estimation, du mode de passation et de la liste des entrepreneurs à consulter - Prise pour information par le Conseil communal -55.120,00 € TVAC - Article: 722/724-60/85.

- 4 juin 2024 : Travaux de désamiantage sur le site de la crèche du Globe - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal. - 27.830,00 € - Article: 84401/724-60/85.

- 4 juin 2024: Informatisation des Services - Acquisition d'une station graphique pour le service dela voirie "Cellule SIG" - Approbation de l'engagement de la dépense, du mode de passation du marché et du mode de financement (INF484). Prise pour information par le Conseil communal. 2.644 € - Article: 139/742-53/53.

- 4 juin 2024: Achat et livraison d'instruments de musique et d'accessoires - Approbation des conditions et de l'attribution et engagement de la dépense – Application de l'article 234§3 de la NLC - Mode de financement. - 12 980 € - Article : 734/744-98/40.

- 11 juin 2024: Asphaltages quartier Coghen. - Exercice 2024.- Prise pour information de ladécision du Collège approuvant la dépense d'un montant de 187.315,38€ TVA comprise article 421/731-60/82, les documents du marché, la procédure de passation du marché.
- 11 juin 2024: Ecole de Saint-Job - Réaménagement d'un local vestiaire-douche pour le service dela Propreté - Marché public de travaux - Procédure négociée sans publication préalable Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal 69.960,00 € - 722/724-60/85.
- 11 juin 2024: Ecoles communales - Informatique - Achat de matériel via la convention de mandatavec I-CITY (GIAL) - Engagement de la dépense et paiement des factures (REDCORP) - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil Communal. - 1) 4.000 2) 15.000 3) 14.710 4) 6.000 5) 10.000 6) 10.000 7) 10.000 - Articles: 1) 706/742-53/40 2) 721/742-53/40 3) 722/74253/40 4) 734/742-53/40 5) 735/742-53/40 6) 75101/742-53/40 7) 75102/742-53/40.
- 11 juin 2024: Enseignement communal - Informatique - Achat de matériel via la convention mandat avec le CIRB/PARADIGM - Engagement et paiement de la dépense et paiement de la facture (ECONOCOM) - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil Communal 4.020 €- Article: 722/742-53/40.
- 11 juin 2024: Enseignement communal - Informatique - Achat de matériel - attribution du marché- Marché à faible montant - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - Paiement des factures (KOESIO). - 30.000€ - Article: 722/742-53/40. - 18 juin 2024: Requalification des abords du pavillon Louis XV sis avenue Wolvendael, 44 (parc de Wolvendael) - Approbation des conditions et du mode de passation - Envoi Tutelle - Prise pour information par le Conseil. -304.473,29 € TVAC (SRAMBAT) - Article: 773/724-60/87.
- 18 juin 2024: Centre Administratif d'Uccle (CAU) - Modification de cloisonnements de bureaux etde guichets existants - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable.Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal.- report du 04/06/2024 - 173.030,00 € - Article: 137/724-60/85.
- 18 juin 2024: Tirage de câbles électriques pour la période du 16 juillet 2024 au 15 juillet 2025 (etreconductible pour une année supplémentaire soit jusqu'au 15 juillet 2026 au plus tard) - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - Dépense totale envisagée sur deux ans : 143.000,00 € (hors T.V.A.), soit 173.030,00 € (tva 6% pour écoles et/ou 21% comprises) sur deux ans (2024 à 2026). - Article: Divers articles au code économique 125-06 sous réserve d'approbation des budgets 2025 et 2026 par le Collège échevinal, le Conseil.
- 18 juin 2024: Immeuble rue Auguste Danse, 25 - Extraction des matériaux de constructionréutilisables et recyclables présents dans le bâtiment - Marché de services - Approbation du projet, du cahier spécial des charges, de l'estimation, du mode de passation et de la liste des entrepreneurs à consulter - Prise pour information par le Conseil communal. - 173.030,00 € TVAC - Article: 735/723-60/96.

---

### **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen : - 21 mei 2024: Aankoop van audio-visueel materiaal.- Goedkeuring van de voorwaarden, te raadplegen firma's, procedure, gunning en vastlegging van de uitgave.- Toepassing van artikels 236 en 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Financieringswijze - 9.939,22€ - Artikel: 762/74498/70.

- 21 mei 2024: Materialen en uitrusting voor gemeentelijke kinderdagverblijven 2024 - 31468,20€

-  
Artikel: 84401/744-98/40.

- 28 mei 2024: Asfaltering van de Horzelstraat- Dienstjaar 2024. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 196.761,44€ BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsing van de procedure van de opdracht.
- 28 mei 2024: Aankoop van audio- / videoapparatuur voor de organisatie van feestelijke, culturele, sportevenementen... - Overheidsopdracht voor leveringen - Procedure van beperkte waarde Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vaststelling van de uitgave - Kennisneming door de Gemeenteraad - 19.788,27 € BTW inbegrepen - Artikel: 137/744-98/85. - 28 mei 2024: Het ontwerpen van de inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum - 1.684,32 € - Artikel: 137/741-51/58.
- 4 juni 2024: Asfalteringen Cogehnwijk- Dienstjaar 2024. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 187.315,38€ BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsing van de procedure van de opdracht.
- 4 juni 2024: Zwembad Longchamp : spotreparatie van dakwaterdichting - Werkenoverheidsopdracht - Procedure met beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave - Kennisneming door de Gemeenteraad - Financieringswijze. - 18.150,00 € - Artikel: 764/724-60/85.
- 4 juni 2024: ACU : uitbreiding van de HVAC-besturing - Werkenoverheidsopdracht Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad. - 169.400,00 € - Artikel: 137/724-60/85.
- 4 juni 2024: Longchamp School - vervanging van soepele vloerbedekking in twee klaslokalen + betegeling Directie - Opdracht voor werken - Goedkeuring van het project, van het bestek, van de raming, van de wijze van aanbesteding en van de lijst van de te raadplegen firma's - Kennisneming door de Gemeenteraad. - 55.120,00 € BTW inbegrepen - 722/724-60/85.
- 4 juni 2024: Asbestverwijderingswerken op de site van de kinderdagverblijf Globe - Werkenoverheidsopdracht - Procedure van beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave – Financieringswijze Kennisneming door de Gemeenteraad. - 27.830,00 € - Artikel : 84401/724-60/85.
- 4 juni 2024: Informatisering der diensten - Aankoop van een grafische stationcomputers voor de "Cellule SIG" wegendienst - Goedkeuring van de toezegging van de uitgaven, de wijze van gunning van de opdracht en de wijze van financiering (INF484). Ter informatie door de Raad. - 2.644 € - Artikel: 139/742-53/53.
- 4 juni 2024: Aankoop en levering van muziekinstrumenten en toebehoren. - Goedkeuring van de voorwaarden en gunning en vastlegging van de uitgaven - Toepassing van artikel 234§3 WNK Financieringswijze. - 12 980 € - Artikel : 734/744-98/40.
- 11 juni 2024: Asfalteringen Cogehnwijk- Dienstjaar 2024. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 187.315,38€ BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsing van de procedure van de opdracht.
- 11 juni 2024 : Sint-Jobschool - Herontwikkeling van een kleed- en doucheruimte voor de afdeling Nethheid - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad. - 69.960,00 € - Artikel 722/724-60/85.
- 11 juni 2024: Gemeentelijke scholen - Informatica - Aankoop van uitrusting via de mandaatovereenkomst met I-CITY (GIAL) - Vastlegging en betaling van de uitgave (REDCORP) – Financieringswijze - 1) 706/742-53/40 2) 721/742-53/40 3) 722/742-53/40 4) 734/742-53/40 5) 735/742-53/40 6) 75101/742-53/40 7) 75102/742-53/40 - Artikels: 1) 4.000 2) 15.000 3) 14.710 4) 6.000 5) 10.000 6) 10.000 7) 10.000.
- 11 juni 2024 : Gemeentelijke scholen - Informatica - Aankoop van uitrusting via demandaatovereenkomst met het CIBG/PARADIGM - Vastlegging en betaling van de uitgave (ECONOCOM) – Financieringswijze - 4.020€ - Artikel: 722/742-53/40.
- 11 juni 2024: Gemeentelijke scholen - Informatica - Aankoop van uitrusting - Overheidsopdracht met een geringe waarde - Vastlegging en betaling van de uitgave (KOESIO) - 30.000€ - Artikel: 722/742-53/40.

- 18 juni 2024: Herkwalificering van de onmiddellijke van het paviljoen Lodewijk XV gelegen Wolvendaellaan 44 (Wolvendaelpark) - Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingswijze – Voogdij sturen - 304.473,29 € TVAC (SRAMBAT) - Artikel: 773/724-60/87. -
- 18 juni 2024: Administratief Centrum van Ukkel (ACU) - Wijziging van tussenwanden van bestaande kantoren en loketten - Werkenoverheidsopdracht - Overheidsopdracht zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht Kennisneming door de Gemeenteraad. - 173.030,00 € - Artikel: 137/724-60/85.
- 18 juni 2024: Trekken van elektrische kabels voor de periode van 16 juli 2024 tot en met 15 juli 2025 (en verlengbaar éénmaal voor één aanvullend jaar, hetzij tot 15 juli 2026 ten laatste) Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad. 143.000,00 € - Artikel: 125-06.
- 18 juni 2024: Gebouw rue Auguste Danse, 25 - Extractie van herbruikbare en recycleerbare bouwmaterialen uit het gebouw - Opdracht voor diensten - Goedkeuring van het project, van het bestek, van de raming, van de wijze van aanbesteding en van de lijst van de raadplegen firma's Kennisneming door de Gemeenteraad. - 173.030,00 € BTW inbegrepen - Artikel: 735/723-60/96.

---

## Contrôle interne - Interne controle

### 30 Cadre de mise en œuvre du Système de Contrôle Interne de l'ACU - Approbation.

Le Conseil,

Vu qu'en vertu de l'article 263 undecies de la Nouvelle Loi Communale – titre VIbis : système de contrôle interne (art.263-11 à 263-13) –, les communes sont chargées du contrôle interne de leurs activités ;

Vu qu'en vertu de la Nouvelle Loi Communale – titre VIbis : système de contrôle interne (art.263-11 à 263-13) – le système de contrôle interne est arrêté par le secrétaire communal, après concertation avec le comité de direction ; Que le cadre général, quant à lui, du système de contrôle interne est soumis à l'approbation du Conseil communal sur proposition du Collège ;

Considérant que le CODIR et la Secrétaire Communale se sont concertés le vendredi 17 mai 2024 sur le cadre de mise en œuvre du système de contrôle interne conformément à la nouvelle loi communale – titre VIbis : système de contrôle interne (art.263-11 à 263-13) ;

Considérant que la Secrétaire Communale arrête le cadre de mise en œuvre du système de contrôle interne conformément à la nouvelle loi communale – titre VIbis : système de contrôle interne (art.263-11 à 263-13) après concertation avec le CODIR le vendredi 17 mai 2024;

Considérant que la mise en œuvre du système de contrôle interne se réalisera par étape et de manière itérative afin notamment de respecter le principe de proportionnalité et de préserver un équilibre entre les ressources nécessaires à la mise en œuvre du système de contrôle interne et la réalisation des objectifs de l'administration communale d'Uccle (ACU) ; Considérant qu'en 2024, la priorité sera donnée à :

La définition du cadre de mise en œuvre du système de contrôle interne ;

La mise en œuvre d'un Tableau de bord des Risques et Incidents à majeurs. En vitesse de croisière, ce tableau sera rédigé et maintenu à jour 4 fois par an par chaque membre du CODIR. L'objectif de ce tableau est de disposer d'une vue synthétique par direction et pour l'ensemble de l'ACU, des plans des actions visant à traiter les risques et les incidents majeurs de l'ACU. Ce dispositif devrait judicieusement contribuer à alimenter le Plan Triennal 25-27 ;

La mise en œuvre d'un dispositif de remontée des incidents majeurs. Le CODIR du 17 mai 2024 s'est accordé sur le concept et la définition d'incident majeur, ainsi que sur les intentions de planning et de communication au sein de l'ACU du système de remontée des incidents majeurs. L'objectif de cette remontée des incidents majeurs par les agents réside notamment dans le renforcement des efforts d'amélioration de la qualité de service de l'ACU en faveur de ses citoyens, en identifiant au maximum les causes structurelles des incidents dans un but d'y apporter des solutions pertinentes et structurelles ;

Renforcer les liens entre le système de contrôle interne et le Plan Triennal. Le cadre proposé de mise en œuvre du système de contrôle interne ambitionne de constituer une partie intégrante de la gouvernance stratégique, tactique et opérationnelle de l'ACU. Comme indiqué au préalable, les plans d'actions dûment documentés visant à la maîtrise de nos risques et nos incidents majeurs constituent des sources importantes pour la documentation du Plan Triennal de l'ACU.

Considérant que les concepts de Système de Contrôle Interne et de Gestion des risques ont été expliqués lors du CODIR de concertation du vendredi 17 mai 2024, et que par abus de langage nous proposons dorénavant de privilégier la dénomination de Système de Gestion des risques en lieu et place de Système de Contrôle interne ;

Considérant que ce cadre général de mise en œuvre du système de contrôle interne a été approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa séance du 18 juin 2024 ; Considérant que ce cadre sera amené à évoluer en 2025 ;

Décide :

D'approuver le cadre général de mise en œuvre du système de contrôle interne tel que proposé cidessus par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa séance du 18 juin 2024.

---

### **Kader voor de uitvoering van het intern controlesysteem van het ACU - Goedkeuring.**

De raad,

Aangezien de gemeentes krachtens artikel 263 undecies van de Nieuwe Gemeentewet - titel VIbis: Intern controlesysteem (art. 263-11 tot 263-13) belast zijn met de interne controle van hun activiteiten ;

Aangezien intern controlesysteem krachtens de Nieuwe Gemeentewet - titel VIbis: Intern controlesysteem (art. 263-11 tot 263-13) wordt vastgelegd door de gemeentesecretaris, na overleg met het directiecomité; Dat het algemene kader van het intern controlesysteem ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de gemeenteraad op voorstel van het college;

Overwegende dat het DIRCOM en de gemeentesecretaris op vrijdag 17 mei 2024 overleg hebben gepleegd over het uitvoeringskader van het intern controlesysteem overeenkomstig de nieuwe gemeentewet - titel VIbis: Intern controlesysteem (art. 263-11 tot 263-13);

Overwegende dat de gemeentesecretaris op vrijdag 17 mei 2024 het uitvoeringskader van het intern controlesysteem overeenkomstig de Nieuwe Gemeentewet - titel VIbis: Intern controlesysteem (art. 263-11 tot 263-13) heeft vastgelegd na overleg met het DIRCOM;

Overwegende dat de uitvoering van het intern controlesysteem gefaseerd en op een iteratieve manier zal worden uitgevoerd om met name het evenredigheidsbeginsel te respecteren en een evenwicht te behouden tussen de middelen die nodig zijn voor de uitvoering van het intern controlesysteem en de verwezenlijking van de doelstellingen van het gemeentebestuur van Ukkel (ACU); Overwegende dat er in 2024 prioriteit zal worden gegeven aan:

Het definiëren van het kader voor de uitvoering van het intern controlesysteem;

De uitvoering van een dashboard voor grote risico's en incidenten. Op kruissnelheid zal dit dashboard 4 keer per jaar worden opgesteld en bijgewerkt door elk lid van het DIRCOM. Het doel van dit dashboard is een samenvattend overzicht te geven, per directie en voor het hele ACU, van de actieplannen die zijn ontworpen om de grote risico's en incidenten van het ACU aan te pakken. Dit systeem zou een nuttige bijdrage moeten leveren aan het Driejarenplan 25-27;

De invoering van een systeem voor de melding van grote incidenten. In het DIRCOM van 17 mei 2024 werd overeenstemming bereikt over het concept en de definitie van een groot incident, evenals over de plannings- en communicatie-intenties binnen het ACU voor het meldingssysteem van grote incidenten. Het doel van deze melding van grote incidenten door het ambtenaren is het versterken van de inspanningen van het ACU om de kwaliteit van de dienstverlening aan haar burgers te verbeteren, door zoveel mogelijk de structurele oorzaken van incidenten te identificeren met het oog op het bieden van relevante en structurele oplossingen;

Het versterken van de koppeling tussen het intern controlesysteem en het Driejarenplan. Het voorgestelde kader voor de uitvoering van het intern controlesysteem is bedoeld om integraal deel uit te maken van het strategisch, tactisch en operationeel van het ACU. Zoals hierboven vermeld zijn de naar behoren gedocumenteerde actieplannen voor de beheersing van onze grote risico's en incidenten belangrijke bronnen voor de documentatie van het Driejarenplan van het ACU.

Overwegende dat de concepten van het intern controlesysteem en het risicobeheer werden toegelicht tijdens het DIRCOM-overleg van vrijdag 17 mei 2024 en dat we door gepaster taalgebruik nu voorstellen om de term risicobeheerssysteem te gebruiken in plaats van intern controlesysteem; Overwegende dat dit algemene kader voor de uitvoering van het intern controlesysteem werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen in zitting van 18 juni 2024; Overwegende dat dit kader in 2025 zal moeten evolueren;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan het algemeen kader voor de uitvoering van het intern controlesysteem zoals hierboven voorgesteld door het college van burgemeester en schepenen in zitting van 18 juni 2024.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN**

### **Tutelle CPAS - Toezicht OCMW**

#### **31 CPAS - Budget 2024 - Modification budgétaire n°1 service exploitation et investissement.**

Le Conseil,

Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2024;

Vu les articles 26 bis et 88, § 2 de la loi organique;

Attendu que par sa délibération du 29/05/2024, parvenue à notre administration le 12/06/2024, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 1 du service exploitation et du service investissement;

Attendu que ces modifications n'augmentent pas la dotation communale,

Décide d'approuver ces modifications budgétaires.

---

#### **OCMW - Begroting 2024 - Begrotingswijziging nr°1 exploitatie en investeringdienst.**

De Raad,

Gelet op de begroting voor het jaar 2024 van het Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel; Gelet op artikels 26 bis en 88, § 2 van de organieke wet;

Aangezien de Raad voor Maatschappelijke Welzijn bij beraadslaging van 29/05/2024, bij het gemeentebestuur aangekomen op 12/06/2024, besloten heeft de wijzigingen nr 1 van de exploitatiedienst en de investeringsdienst goed te keuren;

Aangezien dat deze beslissingen geen verhoging van de gemeentelijke tussenkomst meebrengen, Beslist deze begrotingswijzigingen goed te keuren.

---

## Action sociale - Sociale actie

### 32 Cohésion sociale : Convention de collaboration avec La Fonderie – projet bilan de vie professionnelle

Le Conseil,

Attendu que la cellule « Cohésion sociale » a notamment pour mission de mettre en place des actions qui favorisent la lutte contre toute forme d'exclusion sociale et de discrimination par le développement d'actions d'inclusion sociale, d'émancipation, d'interculturalité, de diversité socioculturelle, de vivre et faire ensemble ;

Attendu que la cellule de cohésion sociale a pour objectif de favoriser l'interconnaissance, le travail en réseau, la transversalité des démarches, le décloisonnement des actions, l'intersectorialité des pratiques, l'échange de bons usages et la création de projets communs ;

Attendu que la Fonderie asbl, dans le cadre leur mission d'éducation permanente propose des collaborations avec les communes dans le cadre d'un de leur projet : « Bilan de vie professionnelle » ;

Attendu que ce projet est un espace de rencontre pour jeunes retraité(e)s de tous types de métiers, sous la forme d'un groupe de parole dont les membres se raconteront leur carrière professionnelle, leurs bonheurs et leurs déboires, leurs visions du métier, l'évolution de ce métier et la place que leur carrière leur a permis de prendre dans la société ; Considérant que des objectifs du projet croisent ceux de cohésion sociale :

- Ouvrir un espace de parole important pour des personnes qui sont en transition entre la vie professionnelle active et une nouvelle vie, qui reste à construire
- Par l'échange avec d'autres, par la structuration du récit et par la distanciation nécessaire à cette prise de parole, permettre aux participants de comprendre quelle a été leur place dans la société et quelles sont les pistes pour continuer à y jouer un rôle
- Faire émerger les compétences en présence, dont parfois les personnes ne sont pas conscientes elles-mêmes
- Au fil des groupes de paroles, créer des réseaux et des lieux d'échanges, permettre aux participants de garder un lien social qui aurait pu être rompu par la fin de la vie professionnelle
- Valoriser les participants par la publication de leurs récits ;

Considérant l'intérêt de la collaboration et la prise en charge par la Fonderie de toute l'organisation à l'exception de la mise à disposition d'un local pour 10 séances et de la communication pour le recrutement des participants ;

Considérant que pour l'appel à participants, la Commune communiquera via le Wolendael magazine et la page Facebook communale.

Décide :

D'approuver la convention de collaboration avec la Fonderie dans le cadre du projet : bilan de vie professionnelle ; De communiquer sur le projet et l'appel à participants dans le Wolvendael magazine et sur la page Facebook communale.

---

### Sociale Samenhang: samenwerkingsovereenkomst met La Fonderie - project Bilan de vie professionnelle

De raad,

Aangezien de cel Sociale Samenhang onder andere als opdracht heeft om acties op touw te zetten die de strijd tegen elke vorm van sociale uitsluiting en discriminatie bevorderen door de



ontwikkeling van acties van sociale inclusie, emancipatie, interculturaliteit, socioculturele diversiteit, samenleven en samen doen;

Aangezien de cel Sociale Samenhang als doel heeft om de onderlinge kennis, het werken in netwerk, de transversaliteit van de initiatieven, de ontzuiling van de acties, de intersectionaliteit van de praktijken, de uitwisseling van goede gebruiken en de oprichting van gezamenlijke projecten te stimuleren;

Aangezien vzw La Fonderie, in het kader van haar opdracht van permanente vorming, samenwerkingen met de gemeentes voorstelt in het kader van haar project Bilan de vie professionnelle;

Aangezien dit project een ontmoetingsruimte is voor jonggepensioneerden van allerlei beroepstypes, in de vorm van een praatgroep waarin de leden het hebben over hun professionele loopbaan, hun vreugde en verdriet, hun visie op het beroep, de evolutie van dit beroep en de plaats die ze dankzij hun loopbaan konden innemen in de samenleving;

Overwegende dat doelstellingen van het project de doelstellingen van sociale samenhang kruisen:

- Een grote gespreksruimte openen voor personen in de overgang tussen het actieve beroepsleven en een nieuw leven dat nog opgebouwd moet worden
- Door de uitwisseling met anderen, door de structurering van het verhaal en door de nodige afstand van dit gesprek het de deelnemers mogelijk maken te begrijpen welke plaats ze hadden in de samenleving en welke pistes er zijn om er een rol in te blijven spelen
- De aanwezige vaardigheden, waarvan de personen zich vaak zelf niet bewust zijn, aan de oppervlakte brengen
- Doorheen de praatgroepen netwerken en uitwisselingsplaatsen creëren, het de deelnemers mogelijk maken een sociale band te behouden die verbroken had kunnen worden door het einde van het beroepsleven
- De deelnemers opwaarderen door de publicatie van hun verhalen;

Overwegende het belang van de samenwerking en de tenlasteneming door La Fonderie van de volledige organisatie, met uitzondering van de terbeschikkingstelling van een lokaal voor 10 sessies en van de communicatie voor de aanwerving van de deelnemers;

Overwegende dat de gemeente voor de oproep tot deelnemers communiceert via het Wolvendaelmagazine en de gemeentelijke Facebookpagina;

Beslist:

De samenwerkingsovereenkomst met La Fonderie in het kader van het project Bilan de vie professionnelle goed te keuren; Over het project en de oproep tot deelnemers te communiceren in het Wolvendaelmagazine en op de gemeentelijke Facebookpagina.

---

### 33 **Vélothèque - Fietsbieb - Convention de soutien financier - Reconduction - Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant la Déclaration de Politique générale communale, la volonté de développer une mobilité durable et pour se faire, encourager les modes actifs de déplacement, notamment cyclistes; Considérant le coût que représente l'achat successifs de vélos pour les jeunes enfants et l'intérêt de favoriser le partage de matériel plutôt que l'achat individuel;

Considérant la convention de soutien financier adoptée par le Conseil communal en séance du 25/06/2020 avec l'asbl Beweging qui a développé un réseau de points d'échange (projet collaboratif "Fietsbieb-Vélothèque") en Région bruxelloise et en Flandre;

Considérant que la convention est conclue pour une durée déterminée sans tacite reconduction et que celle-ci a été reconduite par la délibération du Conseil du 22/06/2023;

Considérant le succès des trois premières années de partenariat entre la commune et l'asbl Beweging, le point d'échange d'Uccle étant situé dans un pavillon avenue Paul Stroobant 43 où se trouve le dépôt de vélos;

Vu que, conformément à l'article 5 de la convention de soutien financier, l'asbl Beweging a fourni les documents permettant de contrôler la bonne utilisation du subside de 2.500,00 € accordé pour la troisième année;

Considérant que la subvention a couvert, la mise en place d'un stock de 30 vélos et plusieurs réapprovisionnements de ce stock au gré des locations, la réparation et la maintenance des vélos par une entreprise d'économie sociale, l'impression de flyers et affiches;

Vu que la convention a été conclue pour une durée déterminée de 1 an se terminant le 11/07/2024, jour anniversaire de l'année d'ouverture (11/07/2020) de la Vélothèque d'Uccle et qu'il y a donc lieu de la renouveler, celle-ci étant annexée à la présente délibération;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir l'asbl Beweging pour la cinquième année de réalisation de ce projet par une subvention de 2.500,00 €, Décide :

- de donner son accord pour la prolongation de 1 an du projet de Vélothèque en collaboration avec l'asbl Beweging;

- d'approuver la convention de collaboration et de soutien financier annexée à la présente délibération;

- d'autoriser l'engagement de la dépense et le paiement d'une subvention de 2.500,00 € (art.832/332-02/92) à l'asbl Beweging.

---

### **Vélothèque - Fietsbieb - Overeenkomst inzake financiële ondersteuning.**

De Raad,

Overwegende de gemeentelijke algemene beleidsverklaring en de wens om een duurzame mobiliteit te ontwikkelen en de actieve verplaatsingswijzen aan te moedigen, meer bepaald fietsers;

Overwegende de kostprijs die de opeenvolgende aankopen van fietsen voor jonge kinderen inhouden en het belang om het delen van materiaal in plaats van individuele aankopen aan te moedigen;

Overwegende de overeenkomst van financiële ondersteuning, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 25/06/2020 met de vzw Beweging, die een netwerk van ruilpunten (collaboratief project "Fietsbieb-Vélothèque") uitgebouwd heeft in het Brussels gewest en in Vlaanderen;

Overwegende dat de overeenkomst wordt aangegaan voor bepaalde tijd zonder stilziggende verlenging en dat deze werd verlengd bij beraadslaging van de Raad van Bestuur van 22/06/2023;

Overwegende het succes van de twee eerste jaaren van samenwerking tussen de gemeente en de vzw Beweging en het ruilpunt van Ukkel in een paviljoen in de Paul Stroobantlaan 43, waar zich de opslagplaats voor fietsen bevindt;

Aangezien overeenkomstig artikel 5 van de overeenkomst van financiële ondersteuning de vzw Beweging de documenten waarmee de goede aanwending van de subsidie van € 2.500,00, die toegekend werd voor de derde jaar, gecontroleerd kan worden;

Overwegende dat de subsidie de aanleg van een voorraad van 30 fietsen en meerdere aanvullingen van deze voorraad naargelang de verhuringen, de reparatie en onderhoud van fietsen door een onderneming uit de sociale economie en het drukken van flyers en affiches gedekt heeft;

Aangezien de overeenkomst in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging gesloten werd voor een bepaalde duur van 1 jaar, die afloopt op 11/07/2024, verjaardag van de opening (11/07/2020) van de Fietsbieb van Ukkel, en dat ze dus vernieuwd moet worden;

Overwegende dat de vzw Beweging voor het vijfde jaar van uitvoering van dit project ondersteund moet worden met een subsidie van € 2.500,00,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen voor de verlenging met 1 jaar van het project van Fietsbieb, in samenwerking met de vzw Beweging;
- de overeenkomst van samenwerking en financiële ondersteuning, in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging, goed te keuren;
- de vastlegging van de uitgave en de betaling van een subsidie van € 2.500,00 (art.832/332-02/92) aan de vzw Beweging toe te staan.

---

## Prévention - Preventie

### 34 Prévention – Approbation de la convention d’occupation de la salle de sport de l’Athénée Royal Uccle II 2024-2025 pour les activités des éducateurs de rue du service prévention

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2021 relatif à l'octroi d'une subvention à la commune d'Uccle de € 580.798,00 euros en vue de financer ses projets favorisant l'accrochage scolaire pour la période 2022-2024;

Vu le projet 5 du Plan d'Accrochage Scolaire communal 2021-2024 (PASc) « Renforcer le tissu local des quartiers à Uccle » qui a pour objectif de favoriser la mise en place d'activités dans le quartier pour améliorer la cohésion sociale, mobiliser et motiver à la scolarité, créer des liens de confiance et donner la possibilité de développer les capacités et savoir-faire du jeune;

Vu l'objectif du service de cibler les jeunes entre 12 et 25 ans des quartiers du Melkriek et du Homborch pour la durée du plan;

Vu la mise en place d'activités sportives extrascolaires par le service qui permettent de rentrer en contact avec le public cible afin d'aboutir à d'autres formes d'intervention dans l'objectif de cohésion sociale;

Considérant que les éducateurs de rue encadrent des activités de foot et de boxe pendant les périodes scolaires à cet effet;

Considérant que ces activités permettent une bonne accroche du public cible (boxe pour les filles et foot pour les garçons);

Considérant que le service souhaite reconduire ces activités pour l'année 2024-2025;

Considérant que la bonne tenue de ces activités est conditionnée à la signature d'une convention type d'occupation de salle de l'Athénée Royal Uccle II;

Considérant que la direction de l'école, contactée le 23 mai 2024 a marqué son accord sur la prolongation de la convention sur l'année scolaire 2024-2025;

Sur proposition du Collège, Décide

:

D'approuver la nouvelle convention d'occupation de la salle de sport de l'Athénée Royal Uccle II pour l'année scolaire 2024-2025 en annexe.

---

### Preventie - Goedkeuring van de gebruiksovereenkomst van de sportzaal van het Athénée Royal Uccle II 2024-2025 voor de activiteiten van de straathoekwerkers van de Preventiedienst.

De raad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 december 2021 met betrekking tot de toekenning van een subsidie aan de gemeente Ukkel van € 580.798,00 om haar projecten ter bevordering van de schoolinschakeling in de periode 2022-2024 te financieren;

Gelet op project 5 van het gemeentelijk Preventieplan tegen Schoolverzuim 2021-2024 (gPS) "Het lokaal netwerk van de wijken in Ukkel versterken", dat als doel heeft de organisatie van activiteiten in de wijk te stimuleren om de sociale samenhang te verbeteren, te mobiliseren en te motiveren om naar school te gaan, vertrouwensbanden te smeden en de mogelijkheid te bieden om de capaciteiten en de kennis van de jongere te ontwikkelen;

Gelet op de doelstelling van de dienst om de jongeren van 12 tot 25 jaar van wijk Melkriek en Homborch als doelgroep te kiezen voor de duur van het plan;

Gelet op de organisatie van buitenschoolse sportactiviteiten door de dienst, waardoor hij in contact kan komen met het doelpubliek om te leiden tot andere interventievormen in de doelstelling van sociale samenhang;

Overwegende dat de straathoekwerkers hiervoor voetbal- en boksactiviteiten begeleiden tijdens het schooljaar;

Overwegende dat deze activiteiten een goede hechting van het doelpubliek mogelijk maken (boksen voor meisjes en voetbal voor jongens);

Overwegende dat de dienst deze activiteiten wil voortzetten voor het jaar 2024-2025;

Overwegende dat het goede verloop van deze activiteiten onderworpen is aan de ondertekening van een gebruiksovereenkomst van de sportzaal van het Athénée Royal Uccle II;

Overwegende dat de schooldirectie, die op 23 mei 2024 gecontacteerd werd, haar goedkeuring verleend heeft aan de verlenging van de overeenkomst voor het schooljaar 2024-2025;

Op voorstel van het college,

Beslist de nieuwe gebruiksovereenkomst van de sportzaal van het Athénée Royal Uccle II voor het schooljaar 2024-2025 in de bijlage goed te keuren.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

### **Séniors - Senioren**

#### **35 Conseil consultatif communal ucclinois des Aîné(e)s (CCUA) - Mémoire 2024 – pour information**

Le Conseil,

Vu l'ordonnance régionale du 27 juillet 2017 relative aux Conseils consultatifs communaux des aînés qui vise à encadrer la mise en place et le fonctionnement de tels conseils en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les statuts du Conseil Consultatif Ucclinois des Aîné(e)s (CCUA), approuvés par le Conseil communal le 27/06/2019;

Vu le règlement d'ordre intérieur du CCUA approuvé par le 25/02/21;

Vu le Mémoire 2024 du CCUA,

Prend connaissance du Mémoire 2024 du CCUA.

---

#### **Ukkelse Gemeentelijke Adviesraad voor Ouderen (UAO) - Memorandum 2024 - kennisneming**

De Raad,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 27 juli 2017 betreffende de gemeentelijke seniorenadviesraden, die ertoe strekt de invoering en de werking van dergelijke raden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te omkaderen;  
Gelet op de statuten van de Ukkelse Adviesraad voor Ouderen (UAO), goedgekeurd door de gemeenteraad op 27/06/2019;  
Gelet op het huishoudelijk reglement van de UAO, goedgekeurd op 25/02/2021;  
Aangezien de Memorandum 2024 van de UAO,  
Neemt kennis van de Memorandum 2024 van de UAO.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

### Famille - Familie

#### 36 **A.S.B.L. Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances.- Convention de gestion.Rapport d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 21 février 2022 ;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant ;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué ;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué ;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant ;
- le rapport d'activité ;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel ;- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL ;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune ;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts ;

Considérant que l'ASBL a remis, le 23 avril 2024, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2023 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé ;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé d'inscrire ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil ou au plus tard à l'ordre du jour du second Conseil communal de la Commune suivant la transmission du rapport d'évaluation et de ses annexes, soit à la séance du Conseil communal du 27 juin 2024, vu le délai de convocation du Président ou de son représentant fixé à 15 jours dans ce même article de la Convention, et d'inviter le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent ;

Considérant que le Secrétariat central est chargé d'envoyer cette convocation au Président du CA de l'ASBL Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, dans le respect des formes et des délais prévus dans la convention de gestion ;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion ;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2023 ainsi que le budget 2024 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL,

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2023 de l'ASBL Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle en annexe ;
- de prendre connaissance des comptes 2023 et du budget 2024 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

---

**V.Z.W. Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances.-  
Beheersovereenkomst.Evaluatieverslag en de bijlagen.**

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie; Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en de vzw Action pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 21 februari 2022; Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaald: "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren:

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;- het activiteitenverslag;
- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
- desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente;

Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten; Overwegende dat de vzw op 23 april 2024 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2023 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgemeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad zet of uiterlijk op de agenda van de tweede raad van de gemeente na toezending van het evaluatieverslag en de bijlagen, dus op 27 juni 2024 gezien de termijn voor het bijeenroepen van de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, die in hetzelfde artikel van de overeenkomst op 15 dagen is vastgesteld;

Overwegend dat het centraal secretariaat deze oproeping zal zenden aan de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw Action pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, of zijn vertegenwoordiger binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2023 en de begroting 2024 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2023 van vzw Action pour la famille, la santé et l'égalité des chances à Uccle;
  - kennis te nemen van de jaarrekening 2023 en de begroting 2024 van de vzw zoals toegevoegd in debijlage van de evaluatieverslag.
- 

## **Crèches - Kinderdagverblijven**

### **37 Service Crèches.- Modification du contrat d'accueil.- Approbation.**

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019, fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s;

Considérant l'Arrêté du 17 décembre 2003, fixant le Code de qualité de l'accueil;

Vu qu'en séance du 16 décembre 2021, l'Assemblée avait approuvé le nouveau contrat d'accueil, utilisé actuellement dans toutes les crèches communales uccloises;

Considérant l'arrêté du gouvernement de la Communauté Française du 7 septembre 2023, modifiant le régime d'autorisation et de subvention des milieux d'accueil;

Vu que cet arrêté reprend les diverses modifications concernant les participations financières des parents, la procédure relative aux attestations fiscales et les modifications des dispositions médicales;

Vu l'obligation de modifier les contrats d'accueil pour le 31 décembre 2024 suite à ce nouveau décret;

Vu que plusieurs réunions ont eu lieu avec les directions des crèches, le service Crèches et l'échevin des crèches, afin de discuter des modifications à apporter au contrat d'accueil, et notamment aux priorités accordées lors des inscriptions;

Qu'il y aurait lieu d'adapter le nouveau contrat d'accueil (cfr annexe), d'une part en fonction des nouvelles obligations légales et d'autre part, en fonction des adaptations demandées par les directrices des crèches et le service;

Décide :

- d'approuver les modifications apportées au contrat d'accueil actuel, comme modifié en annexe, sous réserve de la validation officielle de ces modifications par l'inspectrice comptable de l'ONE et le responsable de la direction accueil petite enfance;

- d'approuver les modifications de l'article 3 du contrat d'accueil, avec effet à la date d'approbation de ces modifications par l'ONE;

- d'approuver les autres modifications du contrat d'accueil, avec effet au 1er janvier 2025, comme le prévoit l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 7 septembre 2023 et après approbation de ces modifications par l'ONE.

---

## **Dienst Kinderkribben.- Wijziging van het opvangcontract.- Goedkeuring.**

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige onthaalouders;

Gelet op het besluit van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode;

Aangezien de vergadering in zitting van 16 december 2021 het nieuwe opvangcontract heeft goedgekeurd dat momenteel in alle Ukkelse gemeentelijke kinderdagverblijven wordt gebruikt;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 7 september 2023 tot wijziging van de vergunnings- en subsidieregeling van de opvangmilieus;

Aangezien dit decreet verschillende wijzigingen bevat met betrekking tot de financiële bijdrages van ouders, de procedure voor de fiscale attesten en de wijzigingen van de medische bepalingen;

Gelet op de verplichting om de opvangcontracten tegen 31 december 2024 aan te passen ingevolge dit nieuwe decreet;

Aangezien er verschillende vergaderingen hebben plaatsgevonden met de directies van de kinderdagverblijven, de dienst Kinderdagverblijven en de schepen van Kinderdagverblijven om de wijzigingen aan het opvangcontract te bespreken en in het bijzonder de prioriteiten die worden toegekend bij de inschrijving;

Aangezien het nieuwe opvangcontract (zie bijlage) aangepast moet worden aan de nieuwe wettelijke verplichtingen en aan de wijzigingen gevraagd door de directies van de kinderdagverblijven en de dienst;

Beslist:

-de wijzigingen aan het huidige opvangcontract, zoals gewijzigd in de bijlage, goed te keuren, ondervoorbehoud van de officiële validatie van deze wijzigingen door de boekhoudkundige inspectrice van de ONE en de verantwoordelijke van de directie opvang kleine kinderen;

-de wijzigingen van artikel 3 van het opvangcontract goed te keuren, met ingang op de goedkeuringsdatum van deze wijzigingen door de ONE;

-de andere wijzigingen aan het opvangcontract goed te keuren, met ingang op 1 januari 2025, zoals voorzien in het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 7 september 2023 en na de goedkeuring van deze wijzigingen door de ONE.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

### **Secrétariat central - Centraal secretariaat**

#### **38 Question écrite de M. Cools : placement d'un abribus à l'arrêt Crématorium.**



**Schriftelijke vraag van de h. Cools : installatie van een bushokjes Crematoriumhalte.**

---

**39 Question écrite de M. Desmet : les logements inoccupés et soumis à la taxation.**

---

**Schriftelijke vraag van de h. Desmet : de aan belasting onderworpen leegstand.**

---

**40 Question écrite de M. Sax : les verbalisations de stationnement.**

---

**Schriftelijke vraag van de h. Sax : de parkeerbekeuringen.**

---

**41 Question écrite de M. Desmet : les violences à l'égard du personnel communal.**

---

**Schriftelijke vraag van de h. Desmet : de geweld tegen het gemeentepersoneel.**

---

**42 Interpellation de M. Cools : Le chemin de la gare.**

---

**Interpellatie van de h. Cools : De weg naar het station.**

---

**43 Interpellation de M. Cools : les vitrines vides des commerces.**

---

**Interpellatie van de h. Cools : lege winkelatalages.**

---

**44 Interpellation de M. Desmet : Les cadeaux de fête des mères et des pères.**

---

**Interpellatie van de h. Desmet : Moederdag- en vaderdagcadeaus.**

---

**45 Interpellation de M. Cools : L'organisation des élections.**

---

**Interpellatie van de h. Cools : De organisatie van de verkiezingen.**

---

46 **Question orale de M. Cools : Les cartes de stationnement pour les prestataires de soin.**

---

**Mondelinge vraag van de h. Cools : Zorgverstrekkerskaart.**

---

47 **Question orale de M. Cools : Création d'un commerce au Homborch.**

---

**Mondelinge vraag van de h. Cools : Oprichting van een handel in de Homborchwijk.**